LA LIBERTÉ
Depuis 1913
VOL. 105 N° 35 | 12 AU 18 DÉCEMBRE 2018 | MANITOBA • 2,20 $ + TAXES

#NOTMYSTELLAS

SOLIDAIRES MAIS INQUIÈTES

| Pages 5 et 6.

MANON GUENO

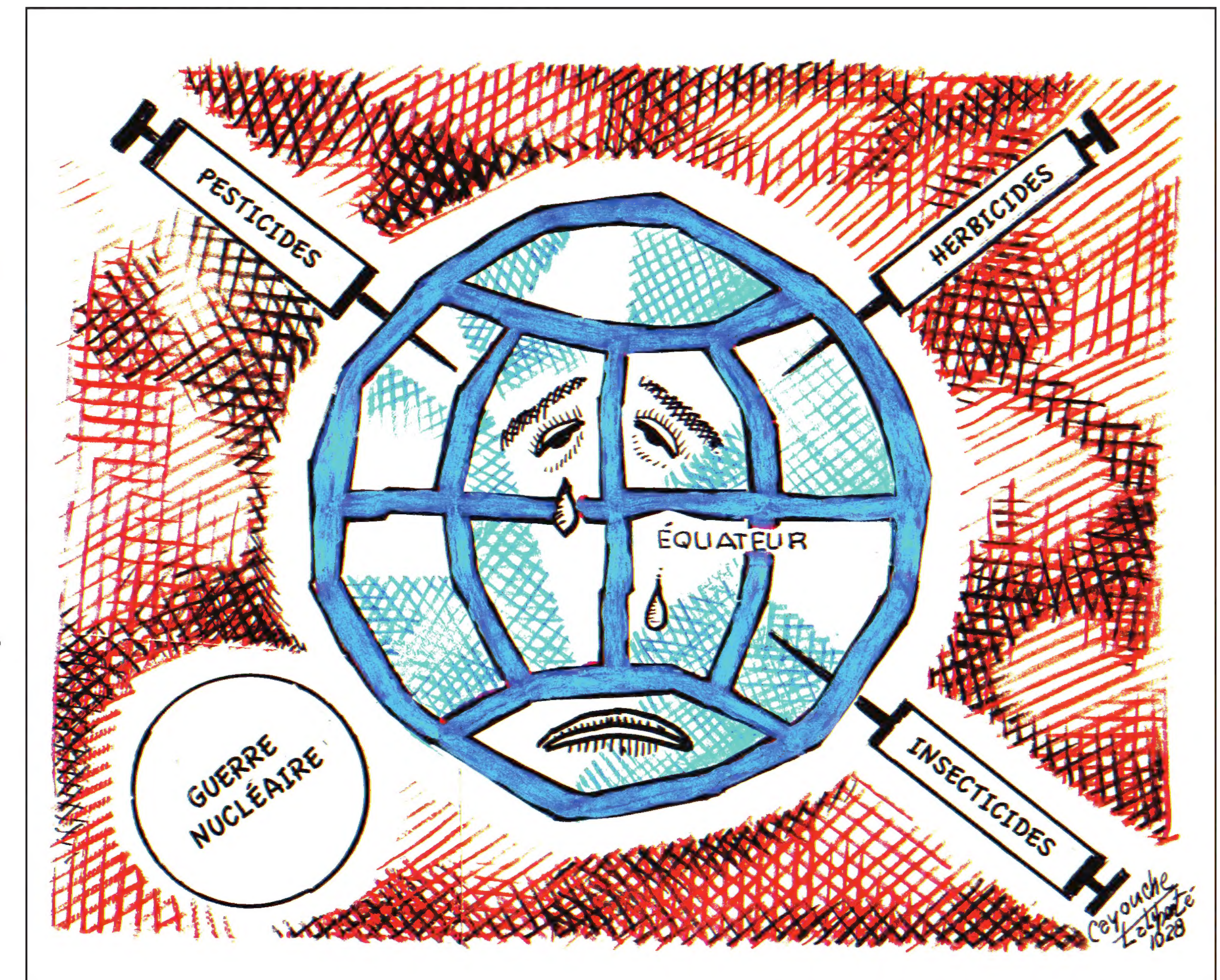
ÉLISE CANDAS

ALEESHA GÉRARDY

photo : Marta Guerrero



L'INSATIABILITÉ DE LA CONSOMMATION, DU PROFIT ET DES DÉCHETS TRANSFORMERA-T-ELLE LA PLANÈTE BLEUE EN PLANÈTE GRISE?



LA LIBERTÉ
Depuis 1913

Journal hebdomadaire publié le mercredi par Presse-Ouest Limitée

C. P. 190, 420, rue Des Meurons, unité 105
Saint-Boniface (Manitoba) R2H 3B4
Téléphone : 204-237-4823
Télécopieur : 204-231-1998
www.la-liberte.ca
Ouvert de 9 h à 17 h du lundi au vendredi






Le journal LA LIBERTÉ est imprimé sur les presses de **Derksen Printers à Steinbach**.

CONVENTION DE LA POSTE-PUBLICATIONS N° 40012102
N° D'ENREGISTREMENT 7996
ISSN 0845-0455

L'ÉQUIPE

Directrice et rédactrice en chef :
Sophie GAULIN | sgaulin@la-liberte.mb.ca
Assistante de direction/commercial :
Meggan BAULT | mbault@la-liberte.mb.ca
Directrice adjointe :
Lysiane ROMAIN | lromain@la-liberte.mb.ca
Rédacteur en chef associé :
Bernard BOCQUEL | bbocquel@mymts.net
Éditorialiste :
Michel LAGACÉ | mlagace@la-liberte.mb.ca
Journalistes :
Daniel BAHUAUD | dbahuaud@la-liberte.mb.ca
Marie BERCKVENS | mberckvens@la-liberte.mb.ca
Morgane LEMÉE | mlemee@la-liberte.mb.ca
Manella VILA NOVA | mvilanova@la-liberte.mb.ca
Chef de la production : **Véronique TOGNERI** | vtogneri@la-liberte.mb.ca
Directrice des finances : **Roxanne BOUCHARD** | rbouchard@la-liberte.mb.ca
Adjointe administrative : **Marta GUERRERO** | mguerrero@la-liberte.mb.ca
Gestionnaire de projet : **Camille HARPER** | charper@la-liberte.mb.ca
Multimédia :
Mariam BA SOW | mbasow@la-liberte.mb.ca
Amine ELLATIFY (vidéos) | aellatify@la-liberte.mb.ca
Dans nos écoles : **Manella VILA NOVA** | ecoles@la-liberte.mb.ca
Caricaturiste : **Cayouche (Réal BÉRARD)**



La Liberté est membre du Conseil national des médias du Canada. Si vous avez des préoccupations sur le contenu rédactionnel, veuillez communiquer avec Sophie Gaulin à sgaulin@la-liberte.mb.ca ou au 204-237-4823. Si la réponse ne vous satisfait pas, veuillez consulter le site NNC/CNM à mediacouncil.ca ou appeler sans frais le 1-844-877-1163.

LETTRES À LA RÉDACTION

Le journal ***La Liberté*** est ouvert à la publication de toute lettre à l'éditeur à condition que l'auteur(e) soit identifiable (les noms de plume ou pseudonymes ne sont pas acceptés) et qu'elle ne contienne pas de propos diffamatoires. La rédaction se réserve le droit de limiter la longueur des lettres ou de retourner celles dont la formulation n'est pas claire. Merci d'envoyer vos lettres au plus tard le vendredi avant midi pour une possible parution la semaine suivante à l'adresse : **sgaulin@la-liberte.mb.ca**.

Veuillez noter que les chroniques, lettres et tribunes libres publiées dans *La Liberté* reflètent l'opinion de leurs auteur(e)s et pas forcément celle du journal.

ANNONCES PUBLICITAIRES

L'heure de tombée pour les annonces est le mercredi 16 h pour parution le mercredi de la semaine suivante. La direction se réserve le droit de refuser toute annonce envoyée après cette échéance ou d'imposer une surcharge de 10 %.

Nos annonceurs ont jusqu'au mardi de la semaine suivante pour nous signaler toute erreur de notre part. La responsabilité du journal se limitera au montant payé pour la partie de l'annonce qui contient l'erreur.

ABONNEMENT

Contactez mguerrero@la-liberte.mb.ca ou 204-237-4823.

L'abonnement annuel : 66,50 $ (TPS et taxe provinciale incluses)
Les changements d'adresse pour les abonnements doivent nous parvenir AU MOINS DIX JOURS avant la date de déménagement.

« Nous reconnaissons l'appui financier du gouvernement du Canada. »



L'ÉDITO



Michel LAGACÉ
mlagace@la-liberte.mb.ca

Mais qui va faire vivre la *Loi 5*?

L'annonce inattendue que le gouvernement du Manitoba abolissait 11 postes de traducteurs souligne le besoin de repenser la mise en application de la *Loi sur l'appui à l'épanouissement de la francophonie manitobaine,* mieux connue comme la *Loi 5*. Car, pour une troisième fois depuis l'adoption de la *Loi* en juin 2016, le gouvernement a décidé unilatéralement de couper des services qui appuyaient l'épanouissement de la francophonie. Sans préavis ni consultation, le gouvernement avait déjà fermé des cliniques express bilingues et, sans même l'annoncer, il a aboli le poste de sous-ministre adjoint au Bureau de l'éducation française.

Pourtant, la *Loi 5* prévoit que la ministre des affaires francophones doit, entre autres, "agir à titre de défenseur" pour s'assurer que le gouvernement prenne en compte "les besoins de la francophonie manitobaine et que des ressources équitables soient affectées à ces besoins". Or, le gouvernement n'a même pas respecté la lettre de la *Loi* en décidant de couper des services. La ministre, Rochelle Squires, loin de respecter la lettre et encore moins l'esprit de la *Loi*, se limite à défendre les décisions de son gouvernement, solidarité ministérielle oblige.

Comble d'ironie, la *Loi* crée un conseil consultatif des affaires francophones (CCAF) qui n'a pas encore été consulté sérieusement. Dans le cas des postes de traducteurs, le gouvernement a convoqué le conseil avec un jour d'avis pour annoncer une décision déjà prise.

Le rôle des cinq membres nommés au CCAF sur recommandation de la Société de la francophonie manitobaine (SFM) doit être repensé. Seulement deux membres se sont présentés avec le directeur général de la SFM à la "consultation" sur l'abolition des postes de traducteurs. Leur rôle n'est sûrement pas de justifier les coupures gouvernementales. Pourtant, une des représentantes, Aileen Clark, a affirmé que l'objectif de la ministre était de "pouvoir offrir un service accru au niveau du volume de documents avec cette nouvelle structure". Vraiment? Et on pourrait penser que le rôle des représentants de la SFM n'est sûrement pas si passif qu'elle puisse dire : "si on a des échos comme quoi on n'atteint pas les objectifs escomptés, c'est de l'aviser et lui porter conseil à ce niveau-là." Des échos? On offre des conseils à partir d'échos?

Après ce plus récent fiasco, la SFM serait bien avisée d'établir des critères sérieux de sélection de ses représentants qui ne doivent pas se contenter d'agir comme tampon de caoutchouc du gouvernement. Elle devra aussi amorcer une discussion franche avec la ministre responsable des affaires francophones. La légitimité de la *Loi 5* exige un esprit d'ouverture et de bonne volonté. Jusqu'à présent, ni l'esprit ni la lettre de la *Loi* n'ont été respectés, tandis que des mesures qui étaient en place pour appuyer l'épanouissement de la francophonie manitobaine disparaissent.

LE BILLET DE BERNARD BOCQUEL



bbocquel@mymts.net

Un algorithme nommé Brian

Un mot résume notre Nouveau Monde : algorithme. C'est le sésame qui explique comment Google et les autres géants de l'internet arrivent à savoir avant nous ce qui est bon pour nous. Ces formules magiques concoctées par des mathématiciens sont des secrets commerciaux protégés comme des secrets d'État.

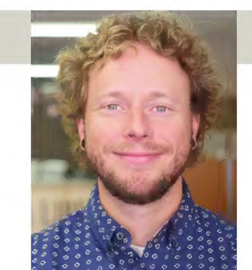
Pour toucher le mystère de l'algorithme, il faut savoir qu'il est « une suite finie et non ambiguë d'opérations ou d'instructions permettant de résoudre un problème ou d'obtenir un résultat ». En pratique, il s'agit d'une série de codes qui va permettre à une machine d'exécuter bêtement un ordre.

Certains mathématiciens plus doués que d'autres ont réussi à développer des recettes algorithmiques qui permettent à l'algorithme d'apprendre lui-même. Cette propriété a donné naissance au concept d'intelligence artificielle. À ce stade-là de son évolution, l'algorithme se voit affublé d'un nom dont il ignore tout du potentiel affectif, mais qui rassure *l'homo sapiens* qui bénéficie de ses faveurs. Des noms féminins, comme Siri, Alexa, semblent avoir la cote.

Mais comme pour les ouragans, il ne faudrait pas négliger les prénoms masculins. Prenons par exemple le Premier ministre du Manitoba, qui au nom du dogme productiviste paraît agir par pur réflexe, comme un simple algorithme de base : il coupe des têtes par souci de rendement, de performance, d'efficacité. Souhaitons que l'exercice du pouvoir le transforme en algorithme auto-apprenant et que nous puissions un jour l'appeler affectueusement Brian.

CHRONIQUE

Antoine CANTIN BRAULT



Pour contrer la vague montante du populisme

On assiste dans plusieurs pays du monde à une montée du populisme. Le populisme est cette attitude politique qui cherche à satisfaire les revendications immédiates du peuple. D'une certaine façon, cette posture déresponsabilise les autorités en place, puisqu'elles suivent le peuple au lieu de prendre des décisions potentiellement impopulaires. L'exemple des problèmes environnementaux est patent. Du style : on fait plaisir au peuple en rejetant une taxe sur le carbone, peu importe les conséquences funestes pour les générations à venir.

Le populisme d'aujourd'hui est souvent rattaché à une idéologie conservatrice qui cherche à maintenir l'idée fantasmée d'un peuple homogène. Comment? En s'attaquant aux changements qui brouillent l'identité de la nation, la version politique de l'idée de peuple. Force est de constater que bien des gens ont oublié les heures sombres du nationalisme lorsqu'ils scandent un retour à la «bonne vieille vie d'antan», celle dans laquelle les femmes et les minorités étaient déconsidérées.

Entendons-nous : il est normal, et même souhaitable, que les dirigeants écoutent les revendications du peuple. Pourvu qu'elles soient raisonnables, c'est-à-dire qu'elles ne naissent pas dans les peurs, qu'elles ne s'en prennent pas aux faibles. Les revendications ont besoin d'être constructives, surtout pas uniformisantes.

Platon a tenté d'imaginer un populisme profitable. Sa Cité idéale est une forme de communisme où tous les membres sont éduqués : tous les membres sont excellents et leurs revendications excellentes. C'est ce que le philosophe français Alain Badiou, théoricien d'un communisme repensé, appelle une aristocratie universelle, ou une aristocratie populaire.

Sachons le reconnaître : l'éducation universelle de qualité est la digue contre le raz-de-marée des ignorances violentes qui nourrissent le populisme en vogue.

La Ville de Québec et son accent d'Amérique

Madame la rédactrice,

Le journal *Le Soleil* du 4 décembre nous a appris que l'avenue Maguire va accueillir en 2020 un nouvel immeuble à condos, le *Maguire Avenue*. La langue française est-elle si pauvre que les promoteurs manquaient de mots évocateurs pour un tel projet?

Quel rôle joue la Ville là-dedans? Où est-elle dans la promotion de l'accent d'Amérique, son « énoncé de positionnement », comme elle l'appelle sur sa page Web consacrée aux symboles identitaires? Et où est-elle quand elle passe sous silence les hauts faits de ce commentateur du match de la Coupe Vanier le 24 novembre dernier?

Ce commentateur, atteint du « syndrome du colonisé », comme l'a qualifié à juste titre un spectateur d'Alma, aurait commenté d'abord et surtout en anglais ce match qui se tenait à Québec, berceau de la francophonie en Amérique.

À la question : *Et vous, que vous inspire l'accent d'Amérique?* qui conclut la page Web de la Ville, je répondrai : rien de très encourageant quand on constate l'érosion constante et insidieuse de la langue française à Québec, au moment où les francophones du ROC (*Rest of Canada*) se battent courageusement pour survivre.

René Reid
Québec
Le 4 décembre 2018

Pour le Comité consultatif : une question d'honneur et de dignité

Madame la rédactrice,

Normalement, j'observe un devoir de réserve, mais je tiens à prendre la parole parce que les principes fondamentaux de l'honneur et la dignité sont atteints.

En vertu de la *Loi sur l'appui à l'épanouissement de la francophonie manitobaine*, le Conseil consultatif des affaires francophones a été créé avec le mandat de fournir au ministre des Affaires francophones des conseils et des recommandations sur les mesures visant à favoriser l'épanouissement de la francophonie manitobaine et à appuyer son développement.

Après l'élimination de postes de traducteurs à la Province pour faire place à des services de traduction contractuels annoncée par la ministre Squires et le gouvernement Pallister, une question s'impose. Le Conseil consultatif rend-il de bons et loyaux services au gouvernement ou aux francophones du Manitoba?

Chose certaine, avec cette annonce, l'assurance-qualité et l'uniformité des textes et des communications en français de la province vont écoper. Tout ça pour des économies de bout de chandelle.

Après l'élimination du poste de sous-ministre adjoint au BEF, la ministre Squires et le gouvernement Pallister viennent encore de démontrer qu'ils n'ont pas la cote auprès de la communauté francophone du Manitoba et qu'ils ne la prennent pas au sérieux.

Je peine à comprendre où et comment ces deux décisions contribuent à favoriser l'épanouissement de la francophonie manitobaine.

C'est maintenant aux membres du Conseil consultatif de décider s'ils agiront en tant que comité de tampon de caoutchouc « *rubber stamp committee* » ou s'ils procéderont avec honneur et dignité.

Rémi Gosselin
Norwood Flats, Manitoba
Le 4 décembre 2018



aux lettres en écrivant à la rédactrice en chef Sophie Gaulin à **sgaulin@la-liberte.mb.ca**

Les conditions de publication des lettres se trouvent en page 2.

Le plaidoyer des serveuses de Stella's

Tout a commencé le 8 novembre, quand trois anciennes employées de Stella's Cafe and Bakery (1) ont enclenché, via Instagram, un mouvement contre le harcèlement sexuel dans la compagnie. Les conséquences du scandale sont encore présentes.





mlemee@la-liberte.mb.ca



Aleesha Gérardy, Manon Gueno et Élise Candas, serveuses au restaurant Stella's du 340 boulevard Provencher.

photo : Marta Guerrero

Depuis #notmystellas, plus rien n'est pareil au Stella's du CCFM, au 340 boulevard Provencher. Dès le 9 novembre, le manque de clientèle s'est fait sentir. Et se fait encore sentir.

Manon Gueno, serveuse au Stella's au CCFM depuis neuf mois, pensait que cette situation n'allait durer qu'une semaine tout au plus. « Avant, quand il y avait une pièce au Cercle Molière, on faisait salle pleine. Pendant les dîners, on avait quasiment toujours une file d'attente. Là, non seulement il n'y a plus de file, mais on a quasiment plus personne. La période des fêtes est souvent horriblement occupée. Là, c'est horriblement vide. C'est triste, mais surtout très stressant pour nous. »

Dominique Carrière, serveuse au Stella's du CCFM depuis deux ans et demi, rappelle une condition indéniable de leur profession : « On ne fait pas notre argent avec nos quelques heures payées au salaire minimum. Pour nous, ce sont les pourboires qui comptent, qui font toute la différence. Pas de tables, pas d'argent. »

Élise Candas, employée au Stella's du CCFM depuis son ouverture, en mars 2015, explique. « D'habitude, on fait au moins 800 $ de vente durant notre service. Ça donne environ 100 $ de pourboire et c'est ce qu'on vise, au minimum, pour une soirée rentable. On se dirait même que ce n'est pas beaucoup, mais c'est correct. Maintenant, on gagne la moitié, si ce n'est le quart, de nos pourboires habituels. L'autre jour, une collègue a fini avec 5 $. Sans oublier qu'on doit donner 4,5 % de nos pourboires avant taxes aux employés de la cuisine et du bar. C'est très stressant. On a nos études, nos examens, Noël qui arrive. Je ne sais même pas si je vais pouvoir payer mon loyer. »

Pire encore : elles ont entendu, de proches ou d'inconnus, des *Je ne comprends pas que tu continues à travailler ici* ou *Je n'arrive pas à croire que tu soutiennes le harcèlement sexuel.*

Manon Gueno plaide : « On ne soutient absolument pas le harcèlement sexuel! On est 100 % solidaires des victimes. On est fières d'elles, qu'elles aient eu le courage de parler. On a été très choquées par ces nouvelles. Il y a des choses connues dans le milieu de la restauration, mais on était loin d'imaginer tout ça. C'est juste dégueulasse. On est plusieurs à avoir dit que si les hauts responsables Grant Anderson et Brad Burrows n'étaient pas mis à l'écart, on partirait. Mais là, nous sommes celles qui subissent les conséquences de leurs actes. Certains employés de Stella's ont démissionné et c'est normal. Mais il faut aussi comprendre ceux qui restent, qui ne peuvent pas juste trouver un autre travail. »

Malgré tout, la décision de rester est loin d'être une fatalité pour ces serveuses. Elles sont là parce qu'au Stella's au CCFM, « l'équipe est forte, soudée dans la bonne humeur et la solidarité. C'est une famille ». Le problème : lorsque le scandale a éclaté, ces employées du Stella's au CCFM ont été oubliées. Pour **Aleesha Gérardy**, qui sert au Stella's au CCFM depuis trois ans et demi, c'est une grande frustration. « Je suis très contente que ces histoires soient sorties. Il fallait que la vérité éclate, que les gens parlent pour faire une différence, pour que justice se fasse. Mais pas de cette manière. C'était tout de suite *Boycott! Boycott!* sans vraiment réfléchir. Le 13 novembre, les trois filles qui ont enclenché le mouvement ont organisé une réunion pour tous les employés de Stella's. Beaucoup étaient vraiment fâchés, bouleversés. Elles sont revenues sur leurs propos en disant au public de ne pas boycotter. Mais c'était trop tard. Ça a divisé les gens. Une meilleure manière de faire les choses aurait été d'aller d'abord vers nous plutôt que vers le public. Nous embarquer et voir ce qu'on pouvait faire *ensemble*. »

Élise Candas : « Et puis, sérieusement, boycotter Stella's pendant un mois ne fait aucune différence pour les grands managers. Leur salaire fixe ne changera pas. Par contre, pour nous, ça fait une énorme différence. La communauté francophone nous manque. On veut que les gens reviennent nous voir. On veut servir des tables, on veut travailler. Si les gens ne veulent pas soutenir Stella's, on comprend. Une façon de quand même nous soutenir serait d'acheter quelque chose comme un café et donner un gros pourboire, par exemple. »

(1) Stella's Café and Bakery a ouvert en 1999, tout d'abord sur la rue Osborne. Aujourd'hui, la chaine possède sept restaurants à travers la ville.

SUITE EN PAGE 6 ▶



Formation sur le harcèlement obligatoire

Parmi une série de changements annoncés par la compagnie Stella's Cafe and Bakery dans un communiqué du 20 novembre 2018 : une formation obligatoire (payée) sur les conditions respectueuses de travail pour la totalité des quelque 500 employés de Stella's, sans exception. Une partie de la formation portait sur la procédure exacte à suivre en cas de plainte. Élise Candas : « On ne m'avait jamais parlé de ce genre de procédure, ni ici, ni dans aucun autre endroit où j'ai travaillé. Cette formation a changé beaucoup de choses positivement. C'est le genre de chose que tout le monde devrait savoir, dans n'importe quelle entreprise. Il n'y a pas juste Stella's à blâmer. Peut-être que ça va servir d'exemple pour les autres restaurants. On l'espère. »

L'avocat Antoine Hacault, rappelle les obligations des employeurs dans certains secteurs d'emploi, en ce qui a trait au règlement sur la sécurité et la santé au travail. « Dans ce règlement, il est indiqué qu'il est obligatoire d'avoir une politique sur le harcèlement, mais aussi d'en informer les employés. Une session d'orientation est nécessaire. Le harcèlement, évidemment, n'est pas permis. Mais parfois, c'est une ligne très fine qui sépare le harcèlement de ce qui n'en est pas. »

De plus, selon ce même règlement, l'employeur doit afficher la politique de prévention du harcèlement à un endroit bien en vue dans le lieu de travail.

SUITE DE LA PAGE 5

Stella's : Un mois de rebondissements

8 novembre : un compte Instagram appelé @notmystellas, documente plusieurs accusations, entre autres, de harcèlement sexuel et dénonce un environnement de travail toxique au sein de Stella's Cafe and Bakery.

9 novembre : en 24 heures, le compte géré par 12 anciennes et actuelles employées dépasse les 5 000 *followers* et présente plus de 200 publications.

9 novembre : Tore Sohlberg et Lehla Abreder, propriétaires de la compagnie Stella's, engagent People First HR Consultants, une entreprise de ressources humaines, pour « examiner les politiques et procédures de sécurité et harcèlement au travail » et apporter leurs recommandations.

10 novembre : Christina Hajjar, Amanda Murdock et Kelsey Wade, trois des anciennes employées de Stella's à l'origine du mouvement #notmystellas, organisent une conférence de presse. Elles ont cinq requêtes précises, dont la suppression des postes de Grant Anderson (vice-président aux opérations de Stella's) et Brad Burrows (manager régional), figurant au cœur de nombreuses accusations.

12 novembre : Grant Anderson et Brad Burrows sont placés en congé indéfini.

À partir du 19 novembre : tous les 500 et plus employés de Stella's reçoivent une formation obligatoire payée spécialisée sur les conditions respectueuses de travail

5 décembre : Grant Anderson est définitivement retiré de ses fonctions

À l'heure d'écrire ces lignes, le rapport de People First HR Services n'est pas finalisé. Aucune précision concernant l'emploi de Brad Burrows n'a été faite.

Un départ mal vécu dans la sphère francophone

Le Centre de la francophonie des Amériques doit digérer une décision inattendue. Le 28 novembre, le nouveau gouvernement québécois a remplacé Denis Desgagné, son PDG de longue date, par Johanne Whittom, l'ancienne chef de cabinet adjointe de Philippe Couillard. Une nomination qui dérange Marie-France Kenny, une ancienne présidente de cet organisme, autant que Carole Freynet-Gagné, l'actuelle vice-présidente.

Daniel BAHUAUD
dbahuaud@la-liberte.mb.ca

Marie-France Kenny a présidé le conseil d'administration du Centre de la francophonie des Amériques de 2009 à 2015. (1) Durant les mêmes années, elle a exercé trois mandats comme présidente de la Fédération des communautés francophones et acadienne. La Fransaskoise estime que le gouvernement de François Legault « a pris une décision inacceptable ».

« On a nommé une Québécoise qui ne connaît rien à la francophonie hors Québec. Je le sais. Dans mon réseau vaste de personnes dans la francophonie canadienne et américaine, on ne la connaît pas. Comment faire avancer les dossiers si on ne connaît pas ce monde? Je veux bien que le gouvernement du Québec soit notre allié, mais cette décision ne concorde pas avec les propos qu'il tient sur la solidarité entre francophones. On semble avoir décidé de nommer un nouveau PDG pour aucune raison valable. Tout simplement parce que le gouvernement peut le faire. Pourtant, pendant mon temps au CA, il y a eu des changements de gouvernement sans pour autant qu'on change la direction.

« Ce qui choque aussi, c'est que le conseil d'administration n'ait pas été consulté. Il avait pourtant émis une recommandation pour le poste, celle d'accorder à Denis Desgagné un troisième mandat. À quoi bon le CA si on ignore ses recommandations et qu'on ne le consulte pas? Surtout qu'il est censé représenter les besoins de la francophonie des Amériques. »

Pour sa part, la vice-présidente actuelle Carole Freynet-Gagné déplore le départ de Denis Desgagné : « Depuis 2010, Denis Desgagné a travaillé très fort pour mettre le Centre de la francophonie des Amériques sur la carte, et pas juste sur le plan institutionnel. Sa vision est que nos organismes sont au service de la francophonie. Et non le contraire.

« Je le considère comme un véritable mentor. Denis est un connecteur qui a su rassembler les francophones pour tisser plus de liens et ensuite pour réaliser des projets qui ont des impacts réels. Comme le Réseau des villes francophones et francophiles d'Amérique qui nouent les villes et municipalités bilingues de partout en Amérique du Nord.

« Et il a réussi avec un doigté unique. Denis a su motiver. Son enthousiasme a été contagieux. Il a su fait ressortir le leadership potentiel des gens qu'il a touchés. »

La Manitobaine note cependant qu'une des recommandations du conseil d'administration, celle de nommer Clément Duhaime à la présidence, a été « clairement entendue » par le gouvernement québécois. « Clément Duhaime a été administrateur de l'Organisation internationale de la francophonie de 2005 à 2015. C'est un grand défenseur de la francophonie des Amériques. »

(1) Le Centre de la francophonie des Amériques a été inauguré par le gouvernement du Québec en 2008. Il a pour mission de tisser des liens avec les 33 millions de francophones du continent nord-américain, pour renforcer et enrichir les relations entre le Québec, le Canada et les Amériques.



photo : Gracieuseté Centre de la francophonie des Amériques

Denis Desgagné est originaire de l'Outaouais. En 1991, il a été nommé directeur régional de l'Association canadienne-française de l'Alberta. Il a aussi été directeur de développement au Conseil scolaire du Nord-Ouest, où il a participé à la création, en 1999, d'une nouvelle école francophone à Grande Prairie. Il a été directeur général de l'Assemblée communautaire fransaskoise (1999 à 2010) et président de l'Alliance des radios communautaires du Canada entre 1995 et 1998. Il a été PDG du Centre de la francophonie des Amériques depuis 2011.

La perspective du rassembleur Denis Desgagné

Bien qu'il ait été « très surpris » que son mandat n'ait pas été renouvelé, Denis Desgagné reste cependant philosophe.

« Je savais qu'il fallait bien quitter un jour. L'essentiel est que le Centre de la francophonie des Amériques continue d'être de plus en plus présent dans les Amériques. Et qu'il continue d'entamer de nouveaux projets et d'établir de nouveaux partenariats. Comme francophones, on est en train de vivre des moments de solidarité. Le Québec doit être présent et doit jouer un rôle important dans cette solidarité.

« À cette fin, je suis très encouragé par la présence de Clément Duhaime, le nouveau président. Le Centre continuera d'être très performant. Pour ce qui est de Johanne Whittom, j'estime par solidarité qu'il est nécessaire que nos partenaires, sans parler du conseil d'administration, lui donne la chance. Mme Whittom a des compétences que je n'ai pas. Par ailleurs, quand j'ai commencé, le Centre avait deux ans. Il avançait à tâtons et moi aussi. Je n'avais pas les connaissances que j'ai acquises au fil des années. L'équipe m'a donné toutes les chances et l'appui nécessaire pour réussir. »

Grand-père l'a échappé belle

L'épidémie de grippe espagnole qui a emporté 50 000 Canadiens en 1918 a presque fauché mon grand-père, Ferdinand Bahuaud. Il a survécu, grâce aux soins attentifs d'un « bon Anglais de l'Armée du Salut ».




DANIEL BAHUAUD
dbahuaud@la-liberte.mb.ca

Le récit de la lutte de mon grand-père Bahuaud contre « la grande tueuse » m'a souvent été raconté, déjà alors que j'étais juste haut comme trois pommes.

Je vois encore Ferdinand, assis sur son fauteuil dans son appartement du Manoir de Somerset. Et j'entends toujours sa voix frêle et tremblante, secouée par la maladie de Parkinson, me parler du « bon protestant » à qui il devait la vie.

En 1918, Ferdinand Bahuaud avait 22 ans. Grand-père aidait son père, Stanislas-Augustin, sur la ferme des Bahuaud à Saint-Lupicin. C'est tout probablement pour cette raison qu'il avait réussi à éviter la conscription, puisque les fermiers obtenaient une exemption à la mobilisation. Il fallait bien nourrir les armées.

Après trois ans de guerre et trois années d'exemption, l'inévitable se produisit : Ferdinand Bahuaud fut appelé à servir son pays.

Grand-père n'a pas été envoyé outre-mer. Raison de force majeure. Tout juste avant la fin des hostilités en Europe, la grippe espagnole a terrassé son régiment, le 1st Manitoba Depot Battalion. Le temps de le dire, et tous les soldats de sa caserne de la A Company sont tombés gravement malades. Débordés, les médecins ne suffisaient pas à la tâche. Ferdinand a été isolé dans une tente, avec les malades déjà considérés comme perdus. On l'a couché sur un grabat, dans un coin de la tente, pour le laisser mourir avec les autres morts vivants.

Entre-temps, le régiment avait fait appel à la générosité de l'Armée du Salut. Des bénévoles veillaient sur les plus atteints, surtout ceux qui, comme grand-père, souffraient d'une fièvre délirante.

Grand-père n'a jamais révélé le nom de l'homme dévoué qui est resté à son chevet. Cet inconnu a passé trois jours à lui donner quelques gouttes d'eau, à lui éponger le visage et à le réchauffer avec des couvertures de laine qu'il avait prises aux soldats morts.

Lorsque Ferdinand a eu repris assez de forces, son régiment l'a envoyé à Saint-Lupicin pour qu'il puisse entreprendre une convalescence, improbable quelques jours avant. La paperasserie étant ce qu'elle peut être parfois, l'Armée canadienne ne lui a jamais accordé un congé officiel.

Mon grand-père était un fervent catholique, convaincu que le protestantisme était « une erreur ». Pourtant, chaque année, pour le Jour du Souvenir, il faisait un don généreux à l'Armée du Salut, en hommage à « ce bon Anglais de l'Armée du Salut ». « C'était un vrai chrétien », remarquait-il pour clore chaque fois son récit.

Au printemps suivant sa victoire sur la grippe, le 2 avril 1919 très précisément, le survivant a épousé Bernadette Lemaux, ma grand-mère. Ainsi allait pouvoir se transmettre, par-delà les générations, l'histoire d'un jeune soldat qui a failli laisser sa peau à un virus, si ce n'avait été d'un bon samaritain protestant.



photo : Gracieuseté famille Bahuaud

Ferdinand Bahuaud, soldat durant la Première Guerre mondiale en 1918

La grande tueuse de 1918

Octobre 1918. Gordon Bell, le président de la Commission de la santé publique du Manitoba, impose des mesures d'urgence. On ferme les écoles, les cinémas, les théâtres, même les églises. Défense de cracher dans les rues de Winnipeg, sous peine d'une amende de 50 $. Tout, enfin, pour ralentir le progrès de la grippe espagnole, qui emportera près de 50 000 Canadiens. Et près de 50 millions dans le monde.



photo : Gracieuseté Société historique de Saint-Boniface (SHSB)

La Salle Saint-Louis de l'Hôpital Saint-Boniface en 1918, où les sœurs grises en avaient mis les soldats canadiens en quarantaine, lors de la pandémie.

Daniel BAHUAUD
dbahuaud@la-liberte.mb.ca

Le 3 octobre 1918, deux soldats québécois, E. Murray et W. Barney, meurent à Winnipeg de la grippe espagnole. À la fin d'octobre, 66 personnes étaient mortes, et plus de 1 600 Winnipégois avaient été atteints de la maladie. Fin novembre, on compte 526 morts et plus de 9 000 malades.

Le docteur Denis Fortier, vice-président des services médicaux pour Santé Sud, ne s'en étonne pas :

« C'était une des pires pandémies de l'histoire. Et le virus se propageait rapidement dans les milieux très peuplés, les endroits où les gens se déplacent souvent. Comme les ports, ou encore dans les armées. Ce n'est pas étonnant que la grippe espagnole soit souvent associée à la Première Guerre mondiale.

« En fait, j'ai longtemps cru que la grippe est née dans les tranchées en France. C'est faux. La grippe est tout probablement de provenance chinoise. Le virus est passé des oiseaux aux humains, possiblement dès 1915. Des ports chinois, la grippe s'est rendue aux États-Unis. En 1918, les Américains venaient d'entrer dans la guerre. Ils se mobilisaient, alors il y avait beaucoup de mouvements des troupes. Au Camp Fuston de Canton, au Kansas, des milliers de soldats sont tombés malades. C'était le début de la pandémie. »



photo : Gracieuseté SHSB

Lucien Kern, ancien combattant de la Première Guerre mondiale, mort à Saint-Léon de la grippe espagnole.

En 1999, après avoir effectué des autopsies sur des cadavres inuits et norvégiens conservés par le pergélisol, des chercheurs américains ont conclu que la pandémie de 1918 était causée par une grippe aviaire de type H1N1.

Pour Denis Fortier, ces études en disent beaucoup sur la maladie de 1918 : « Les grippes asiatiques, de type H1N1, ont tendance à atteindre les jeunes, les 14 à 25 ans. C'est là une des grandes tragédies de 1918. Dix millions de jeunes hommes sont morts à la guerre. Plus du double sont morts de la grippe. Toute une génération a été fauchée. Un siècle plus tard, c'est encore troublant d'apprendre que le plus jeune Manitoba à recevoir la Croix de Victoria, Alan McLeod, de l'Aviation royale du Canada, est rentré à Stonewall que pour mourir le 6 novembre 1918 de la grippe. »

En 2007, Claude De Moissac a publié *Lettres des tranchées*, un condensé de près de 300 lettres d'Aimé, d'Eugène et de Lucien Kern, trois frères de Saint-Léon qui ont combattu, comme « Poilus » de l'Armée française, pour la Mère Patrie.

L'historien rappelle que le sort d'Alan McLeod est « un exemple typique de l'ancien combattant de la Première Guerre mondiale ». « Lucien Kern a été blessé dans les tranchées. Après sa convalescence, il a été obligé de retourner au Front. Mais il ne voulait plus être là. On le ressent vivement dans ses lettres. Son moral est bas. Son état d'âme frôle la dépression. C'est à se demander s'il souffrait du syndrome post-traumatique, ce que les Poilus auraient désigné de névrose du bombardement.

« Le pire, c'est qu'ayant survécu à la boucherie pendant des années, Lucien Kern est rentré à Saint-Léon pour mourir de la grippe espagnole. On ne connaît pas la réaction de sa famille. On peut imaginer. »

Vers une avancée majeur contre la grippe



photo : Gracieuseté Kevin Coombs

Kevin Coombs est spécialiste en microbiologie médicale à l'Université du Manitoba depuis 1990.

Pourquoi la grippe espagnole de 1918-1919 a-t-elle été si virulente? Des chercheurs de l'Université du Manitoba et de l'Agence de la Santé publique du Canada pensent avoir enfin trouvé la réponse.

Kevin Coombs est professeur de microbiologie médicale à l'Université du Manitoba. Au cours des trois dernières années, le chercheur a collaboré avec des scientifiques de l'Agence de la Santé publique du Canada pour étudier l'interaction du virus de type H1N1 (celui de la grippe espagnole) avec le système immunitaire humain.

Le docteur Coombs explique : « Nous avons découvert que l'hémagglutinine, la protéine présente dans le virus des souches de grippe de type H1N1, se greffe aux cellules des poumons d'une manière très particulière.

« En effet, lorsque le virus est aspiré, il active une voie de régulation dans les cellules des poumons qui déclenche une vive réaction du système immunitaire, qui passe en suractivité. Cette réaction ressemble au choc anaphylactique des personnes atteintes d'une allergie. Pour se défendre, le corps se met à produire une grande quantité de fluides.

« Cette inflammation fait en sorte que les cellules pulmonaires se remplissent. La victime peut littéralement se noyer de l'intérieur. Ce n'est donc pas l'influenza en soi qui a été largement mortelle. C'est la réaction surexcitée du corps mal soigné qui a occasionné la mort. »

Là se trouve donc la clé d'un potentiel nouveau traitement pour les grippes de type H1N1.

Le docteur Coombs élabore : « Nous ne sommes qu'au début de nos recherches. Mais s'il était possible de réduire la réaction du système immunitaire au virus, il serait possible de réduire la sévérité de la grippe. Et donc ainsi diminuer le taux de mortalité dans l'éventualité d'une pandémie.

« Cette approche thérapeutique aurait aussi l'avantage de contourner le fait que l'influenza est un virus qui subit constamment des mutations. C'est pourquoi les vaccins contre la grippe ne sont pas toujours efficaces. Les médecins ont beau prédire lesquelles trois ou quatre souches virales seront dominantes dans une année donnée, ils peuvent se tromper.

« Par contre, un traitement qui réduirait la réaction du système immunitaire à la grippe serait efficace tous les ans. Ainsi, après les vaccins, ce traitement constituerait une deuxième ligne de défense contre les grippes de ce type. »

Objectif : miser sur la relève

En 1979, Jean-Paul Gobeil avait déjà été secrétaire-trésorier de la Société franco-manitobaine, juste avant son départ pour Ottawa. Cette année, il rempile à ce poste au sein de la désormais Société de la francophonie manitobaine. Son objectif : insister sur les vertus de la formation.


MARIE BERCKVENS
mberckvens@la-liberte.mb.ca

Un autre défi. Voilà comment Jean-Paul Gobeil aborde sa nouvelle mission au sein du Conseil d'administration de la SFM. Le comptable agréé et conseiller en management à la retraite s'est spontanément lancé dans ce nouveau mandat de trésorier. Pour combler ses quelques trous dans son calendrier. Mais surtout pour assurer la relève.

Son mandat d'une dizaine d'années à la présidence du Conseil du Musée de Saint-Boniface a pris fin en 2017, tandis que sa présidence des Amis des arts visuels du Manitoba, fondation liée à la Maison des artistes visuels francophones s'est aussi terminée (2008-2017).

« Quand je considérais qu'il y avait un Conseil d'administration de 22 personnes (1) dont plusieurs sont relativement jeunes ou ont peu d'expérience, je me suis dit qu'il y avait quelque chose que je pouvais apporter compte tenu de mes années d'expérience et de mes connaissances professionnelles. C'est dans ce contexte-là que je voyais la possibilité de rendre service. J'ai toujours préconisé l'importance de la formation, partout où je travaillais, que ce soit dans le secteur privé ou public (2). Je n'ai pas changé mon avis là-dessus. C'est toujours important de préparer la relève. »

Dans sa formule actuelle, Jean-Paul Gobeil voit la SFM comme « une machine dont il faut établir les règles du jeu, une machine sur laquelle il faut encore travailler, pour qu'elle soit à la hauteur de ce qu'elle peut être. Mais le potentiel est là. » Pour le spécialiste en gouvernance, endosser le rôle de secrétaire-trésorier, ce n'est pas « le moindre des joueurs du CA ».

À 73 ans, Jean-Paul Gobeil se lance un nouveau défi : occuper le poste de secrétaire-trésorier au sein du CA de la SFM.

photo : Marie Berckvens

La SFM vient de se doter d'un plan stratégique pour les cinq prochaines années, avec des orientations telles que *promouvoir la pleine reconnaissance et l'usage du français* : « Les plans stratégiques, c'est comme consulter une carte de route avec seulement les grands points identifiés, pas les petits sentiers. Mais ça ne donne pas nécessairement les méthodes. Ça laisse au CA beaucoup de latitude pour décider des actions à prendre. »

La promotion de la francophonie manitobaine, reste une question d'actualité et d'urgence aux yeux de Jean-Paul Gobeil. Il a remarqué ces dernières années un regain d'intérêt pour la SFM, un constat qui a contribué à sa décision de s'impliquer davantage : « Ma participation à l'assemblée générale en octobre, puis tout ce qui s'est déroulé avant comme le comité de refonte de la SFM, ça a ranimé un intérêt. La SFM a été à l'avant-plan dans les médias. Je pense qu'on a acquis certaines choses, certains droits, certaines pratiques à travers les années par les revendications d'il y a 20-30 ans. Souvenons-nous du cas Forest en 1979.

« Puis, est venu un temps marqué par une certaine lassitude de la population qui mène sa petite vie, qui ne se préoccupe pas trop de ce qui arrive à leurs institutions porte-parole. Parfois, ça prend presque une crise ou un élément déclencheur pour galvaniser à nouveau l'intérêt et l'engagement des gens. Il y a eu des réunions annuelles de la SFM dans le passé où il y avait une quarantaine ou une cinquantaine de personnes. Alors que maintenant, on en voit 200. Le réengagement est là. »

Pour l'homme de 73 ans, l'idée d'organiser un forum de la francophonie manitobaine avant l'AGA de la SFM, va dans le bon sens. « Les besoins sont précisés et montent vers le haut. Ça n'avancera pas loin s'il n'y a pas de façon de communiquer les besoins des différents organismes à l'organisme revendicateur qui distribue aussi une bonne partie des fonds de Patrimoine canadien. »

Cependant, Jean-Paul Gobeil reste vigilant. Il y a des efforts en termes de communications à fournir : « À cette deuxième expérience de forum fin septembre, on s'est rendu compte que ce n'était qu'une liste d'activités qui a été dévoilée. La question du résultat des actions doit être précisée. Il faut habituer les organismes à penser de cette façon, ne pas uniquement dire ce qu'ils ont fait mais ce que leurs initiatives produisent. »

En ce moment, le Conseil d'administration et le personnel de la SFM élaborent un guide pour aider les représentants des différents secteurs à mieux s'orienter et déceler les informations pertinentes pour le prochain forum d'octobre 2019. « On peut s'attendre à ce que le prochain forum ait une teneur différente du précédent. Il y a aura plus d'accent sur du concret et un peu moins sur les activités en tant que telles. Il y aura toujours des activités car on fait le lien entre les activités et le résultat. Mais ça ne sera pas uniquement qu'une énumération de rencontres ou de soirées. »

(1) Le CA est constitué de 22 membres. Cependant, il est présentement composé de 21 membres, car il n'y a pas encore de représentant pour les nouveaux-arrivants (le poste est vacant jusqu'à ce que l'Accueil francophone soit une personne morale distincte de la SFM).

(2) Il a entrepris sa carrière chez *Forest, Guénette et Cie* en 1963 pour ensuite passer chez *Deloitte & Touche* en 1967. De 1979 à 1982 il a été prêté au bureau du Vérificateur général du Canada où il a mené la toute première audit de grande portée du Ministère des Affaires extérieures du Canada. Par la suite, il s'est joint au bureau de *Deloitte* à Ottawa. De retour au Manitoba en 1993, il a pris la charge du bureau de conseillers en management chez *Deloitte* jusqu'à son départ en 1997. Il a continué à pratiquer à son propre compte pendant une dizaine d'années, surtout dans les domaines de la planification et de la gouvernance.

Le point sur les dossiers de l'heure

La loi 5 sur l'appui à l'épanouissement de la francophonie manitobaine, adoptée en juin 2016 est une avancée dont les Franco-Manitobains peuvent toujours se prévaloir.

Jean-Paul Gobeil rappelle : « Il faut regarder cette loi-là dans le contexte de ce qui vient de se passer au BEF où on a éliminé le sous-ministre adjoint. Il y a des liens à faire entre ces deux dossiers, le CA de la SFM doit considérer s'il y a matière à lancer une action judiciaire. Par exemple, est-ce que les actions du gouvernement vont à l'encontre de sa propre loi? Il y a des consultations qu'il faut faire auprès de juristes, pour bien comprendre les enjeux. »

Le maintien des tribunaux bilingues dans l'édifice d'Entreprises Riel (situé rue Des Meurons) est toujours une préoccupation pour la SFM. « Il y a du travail qui se fait en coulisses, pour s'assurer que le gouvernement maintienne son engagement de maintenir la cour bilingue ici à Saint-Boniface. Ce sont des dossiers de grande envergure, dans lesquels la SFM doit prendre la direction pour faire en sorte que les acquis ne soient pas érodés avec le temps. »

D'autres dossiers, comme la mutation de l'Accueil francophone en une organisation indépendante de la SFM, et celle de *La Liberté* en entreprise sociale sont toujours sur la table de la SFM.

« Pour l'Accueil francophone, il y a plusieurs considérations à prendre en compte. Qui siégera sur ce nouveau Conseil d'administration? Qui va nommer les gens qui siégeront là? Pour quelle durée? Quel sera leur rôle? Ce genre de travail là n'est pas éclatant. Ça ne fait pas les manchettes.

Mais c'est du travail qui doit se faire pour s'assurer que l'Accueil autonome démarre du bon pied et puisse continuer le bon travail qu'ils font dans le domaine de l'immigration. Pour l'autre dossier, le président du Conseil d'administration de la SFM et celui de Presse-Ouest Ltée ont déjà eu des discussions pour fixer un agenda et les modalités de travail. »

SFM : le 50e de l'organisme est lancé

Autour de 200 personnes ont assisté à la soirée cocktail organisée le 5 décembre par la Société de la francophonie manitobaine pour souligner le 50e anniversaire de l'organisme porte-parole. Première d'une série d'activités.

Suzanne Kennelly, la maîtresse des cérémonies, a rappelé les grandes lignes de l'histoire de la SFM, à commencer par le Congrès-Rallye tenu les 6, 7 et 8 décembre 1968. Les actions politiques et sociales de la SFM ont été mises en évidence à travers les contributions des 23 anciennes présidences, dont six ont été occupées par femmes.

Pour Daniel Boucher, le directeur général de la SFM, « la soirée a atteint ce qu'on souhaitait ». « On cherchait un retour sur le passé et une occasion pour les personnes qui se sont déplacées de prendre un verre, de s'intéresser aux nombreuses diapositives de notre présentation Power Point, et de parler entre eux. Je crois que les gens ont eu la chance de reprendre conscience de ce qui a été accompli depuis 1968 et qu'il nous reste encore des choses à faire à long terme.

« Prochainement, on envisage organiser un forum sur les droits linguistiques, où il sera sûrement question des enjeux du jour. Et le 4 avril 2019, l'Université de Saint-Boniface invitera les étudiants à une réflexion sur l'histoire de la SFM et l'avenir de la francophonie. Je suis certain que là aussi, il sera question, entre autres, de nos défis actuels. »



photo : Daniel Bahuaud

Suzanne Kennelly, maîtresse des cérémonies.



photo : Daniel Bahuaud

Le deuxième président de la SFM, Étienne Gaboury (1969 à 1970), était au rendez-vous avec son épouse Claire Breton-Gaboury et sa fille Lise Gaboury-Diallo.



photo : Daniel Bahuaud



Daniel Boucher, le directeur général de la SFM, et Myriam Leclercq, la coordonnatrice des communications de la SFM et du 233-ALLÔ.

DSFM

DANS NOS ÉCOLES

Dans nos écoles est une vitrine exceptionnelle pour faire connaître les activités de la Division scolaire franco-manitobaine (DSFM) : les réussites des élèves de la maternelle au secondaire et sa programmation d'excellence.

Ce rendez-vous hebdomadaire revient sur ce qui s'est passé dans les 23 écoles de la DSFM et annonce les évènements à venir.

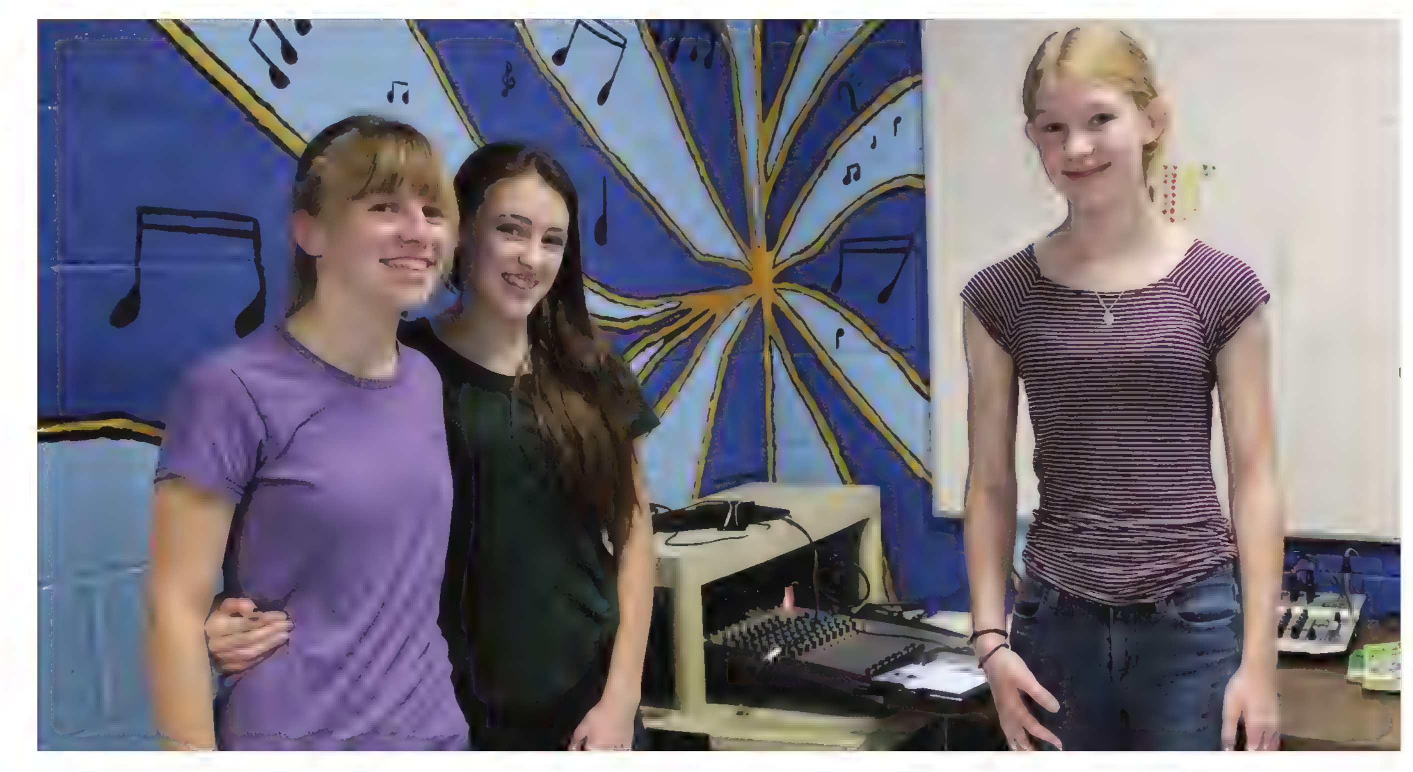
Restez informés en suivant Dans nos écoles chaque semaine dans le journal *La Liberté* et sur le site DSFM.mb.ca

Vous êtes enseignant(e) et vous voulez aussi partager l'un de vos succès? Contactez Manella ecoles@la-liberte.mb.ca



À l'École Lagimodière, les multiples avantages de passer en ondes

Initiative – Technologie – Musique



Alaina Fontaine, Karynne Dorge et Taylor Nordstrom.

Un micro de studio, deux tables de mixage, du matériel informatique, le tout dans une salle aux murs remplis de notes et de couleurs. C'est dans cet environnement que les élèves de la 5e à la 8e année de l'École Lagimodière se succèdent jour après jour pour faire vivre la radio scolaire.

Quand Nicolas Messner, enseignant de musique, a commencé à travailler à l'École Lagimodière, il a remarqué un espace avec du matériel de radio qui n'était pas utilisé. « Il y avait déjà une radio à l'école, il y a longtemps. Mais elle n'était plus active quand je suis arrivé. Depuis l'année dernière, je permets aux élèves de mettre des musiques sur les ondes, qui sont diffusées dans l'école. »

> *« On cherche toujours à découvrir de nouveaux artistes, et on en apprend plus sur leur vie. C'est vraiment le fun! »*
>
> Alaina Fontaine, 8e année.

Cette année, il a décidé de donner plus de structure à la radio scolaire. « Maintenant, c'est un projet qui fait partie de la classe de musique. Les élèves préparent leur émission en petits groupes et la présentent. Ça met environ deux semaines pour que chaque classe passe. J'ai commencé avec les élèves de 8e année, puis ceux de 7e, de 6e, de 5e. Quand toutes les classes ont présenté, on recommence avec les 8e. »

Cette nouvelle initiative répond au curriculum de musique, qui demande que les élèves explorent la musique francophone de différentes cultures. « Ils doivent choisir des chansons et présenter les artistes qui jouent. Je veux aussi qu'ils ajoutent un élément au choix, comme une blague ou une anecdote, pour ajouter plus de français oral. »

Les élèves peuvent s'inspirer du programme de l'artiste du mois pour trouver les chansons de leur émission. « Tous les mois, j'introduis un nouvel artiste avec un travail autour. J'essaye de choisir des musiciens d'ici et d'ailleurs. » Nicolas Messner s'appuie sur son expérience en radio et en télévision pour guider les élèves. « Je veux leur montrer que travailler à la radio demande beaucoup de structure. Ils produisent une émission d'une vingtaine de minutes avec une introduction, une conclusion, quatre chansons, et un élément supplémentaire par personne. »

Taylor Nordstrom, en 8e année, apprécie d'avoir « la responsabilité de gérer la radio et d'utiliser le matériel. Cette année, c'est plus strict et mieux organisé que l'année dernière, et on est beaucoup plus prêts quand on présente. C'est plus détaillé. Et comme tout est sous nos yeux, on n'a pas d'hésitations ».

Karynne Dorge, en 8e année, ajoute : « Même si on fait une faute, ce n'est pas grave, parce que personne ne nous voit. Ça nous rend moins nerveux. J'aime comment ça fonctionne : Monsieur Nicolas nous donne un plan, on écrit ce qu'on aimerait faire et on présente. On peut aussi rajouter des devinettes ou des blagues, et l'émission devient plus amusante. »

Pour Alaina Fontaine, en 8e année, ce qui compte est de passer du temps avec ses amis. « C'est amusant d'être ensemble pour présenter l'émission. C'est un bon travail de groupe. On doit beaucoup discuter pour se mettre d'accord sur le contenu. On cherche toujours à découvrir de nouveaux artistes, et on en apprend plus sur leur vie. C'est vraiment le fun! »

Célébrons nos succès!

Félicitations aux équipes de volleyball du Collège régional Gabrielle-Roy pour leur magnifique saison. L'équipe de garçons junior varsity a remporté le championnat provincial A/AA à Flin Flon. Les garçons varsity ont décroché la deuxième place au championnat provincial à Carberry, et les filles varsity sont arrivées troisièmes du championnat provincial à McGregor. Angéline Ritchot, Dany Dupuis, Colin Léger et Liam Poirier font partie des 48 joueurs du championnat nommés Grad All-Stars.



Azar El Khalla,
6e année,
École Taché



« Ce que j'aime à Taché, c'est que les enseignants et la DSFM essayent de rendre l'école amusante et travaillent pour que tous les enfants aient une bonne éducation. Ils nous préparent des sorties intéressantes, comme la course de fond, les Jeux Juniors et JMCA jouer. J'aime faire ça, c'est comme un petit congé. »

La Coupe éthique pousse les participants au-delà de leurs limites

Réflexion – Collaboration – Nouveauté



Iona Taylor, Excellencia Tshibambuyi, Gabrielle Simard, Clèche Kokolo, Maxime Kornachuk, Aksanti Tshibambuyi et Samuel Fournier. Absent : Philippe Brown.

Pour la première fois depuis sa création en 2014, la **Coupe éthique** des écoles secondaires canadiennes sera organisée en français au Manitoba. À la compétition provinciale, qui se déroulera le 14 décembre à l'Université de Saint-Boniface, la DSFM sera représentée par l'École régionale Saint-Jean-Baptiste, l'École Pointe-des-Chênes, l'École communautaire Gilbert-Rosset, le Collège Louis-Riel et le Collège régional Gabrielle-Roy. Les vainqueurs seront qualifiés pour la **Coupe éthique** canadienne, qui aura lieu les 25 et 26 avril 2019 au Musée canadien pour les droits de la personne à Winnipeg.

> *« M'entraîner pour la Coupe éthique m'apprend à parler en français de façon intelligente. »*
> Iona Taylor, 11e année.

Très populaire auprès des écoles anglaises depuis sa création, la **Coupe éthique** encourage la réflexion critique des élèves du secondaire sur des questions éthiques canadiennes et internationales. Après une session d'entraînement pour tous les participants au mois d'octobre, les élèves sont retournés dans leurs écoles avec une liste de cas éthiques à préparer pour la compétition.

Composée d'Iona Taylor, Excellencia Tshibambuyi, Gabrielle Simard, Clèche Kokolo, Maxime Kornachuk, Aksanti Tshibambuyi, Samuel Fournier et Philippe Brown, l'équipe du Collège Louis-Riel a commencé à s'entraîner rapidement. Iona Taylor, en 11e année, explique : « On a fait de la recherche sur tous les cas. Puis on a recréé les conditions de la compétition entre nous, en faisant deux groupes, pour travailler sur les idées et argumenter comme si on était en situation. »

Clèche Kokolo, en 12e année, ajoute : « On a partagé les thèmes, pour que chacun recherche en profondeur un sujet particulier. C'est une bonne pratique de travail d'équipe, parce que seul, tu ne peux pas réussir. Les cas peuvent porter sur des thèmes comme l'éducation, les droits de la personne ou la condition des Autochtones. Dans mon équipe, j'ai été assignée au thème de la santé. Ça ne m'intéressait pas beaucoup, mais en faisant les recherches, j'ai découvert de plus en plus de choses. Ça nous force à sortir de nos limites. »

Iona Taylor a apprécié la diversité des cas. « Ce sont des sujets d'une grande importance, d'actualité, qui nous font réfléchir sur des enjeux nationaux et mondiaux. Il n'y a pas besoin d'avoir d'opinion. L'important est de pouvoir présenter tous les côtés de la question et de justifier nos arguments. Chacun a fait ses recherches, puis on a tout combiné pour avoir une base de données qui nous servira pour la compétition. »

Pendant la **Coupe éthique**, il n'y a pas de bonne ou de mauvaise réponse. Clèche Kokolo : « Les réponses ne se trouvent pas nécessairement sur internet, il faut vraiment y réfléchir. C'est un bon défi, et en travaillant en groupe, on explore des points de vue différents. Au secondaire, on n'a pas toujours l'occasion de se poser des questions philosophiques ou éthiques et d'y répondre. »

Pour Iona Taylor, la **Coupe éthique** est une étape avant un plus grand défi. « L'année prochaine, je souhaiterais participer aux Model United Nations avec l'école. La **Coupe éthique** me permet de m'entraîner à parler devant les autres et à exprimer mes opinions à une plus petite échelle. Ça m'apprend aussi à parler en français de façon intelligente. »





À noter

LA LIGUE D'IMPROVISATION DU SECONDAIRE TELLEMENT ÉPOUSTOUFLANTE (LISTE)

Le 12 décembre
Match d'improvisation à l'École Saint-Joachim, équipe invitée : École Pointe-des-Chênes.

Le 15 décembre,
Tournoi de la LISTE au Centre scolaire Léo-Rémillard

LA COMMISSION SCOLAIRE

Le 19 décembre,
Réunion ordinaire de la Commission scolaire franco-manitobaine à 19 h, bureau divisionnaire à Lorette.

INSCRIPTIONS

Du 21 au 25 janvier,
Inscriptions à la maternelle 2019-2020.

LES CONGÉS

Du 24 décembre au 4 janvier,
Congé des Fêtes.

Le 7 janvier,
Retour en classe.



CHRONIQUE

Amélie TÉTRAULT



À travers Fé, l'écriture magique d'Amélie Dumoulin

Du début à la fin, je suis tombée et restée amoureuse de *Fé aime Fé* publié aux Éditions Québec Amérique, cette histoire merveilleusement bien écrite par Amélie Dumoulin. J'ai adoré ce roman pour le thème, l'écriture, les personnages et sa douceur. Pour débuter, le fil de l'histoire suit une jeune ado nommée Fé, qui tombe amoureuse d'une autre jeune fille nommée Félixe.

Voilà un thème fantastique pour plein d'ados qui sont à la recherche de leur orientation sexuelle. Cette histoire m'a mis les larmes aux yeux, car les personnages sont écrits d'une manière subtile. Ils sont à la fois admirables, forts, et simplement humains. Ils représentent la jeunesse d'une façon très juste. J'ai tellement apprécié Fé, qui est un personnage où je me retrouve constamment : dans sa façon de penser, par ses qualités et surtout par ses faiblesses.

J'aime la façon dont Fé est à la découverte de son profond soi-même, puisque son comportement montre l'adolescence sous tous ses angles. Néanmoins, c'est l'écriture d'Amélie Dumoulin qui a le plus bercé mes pensées. L'humanité qu'elle atteint avec son écriture est quelque chose que je n'ai jamais ressenti dans aucune autre histoire. Les sentiments et la passion que l'auteure transmet à travers des mots sont merveilleux de nuances.

Les lecteurs peuvent voir une façade d'eux-mêmes dans les personnages, comme dans la réflexion d'un miroir. Dès la première page et jusqu'à la dernière, j'ai trouvé ce livre parfait. Je ne pourrais mieux exprimer l'amour que j'ai maintenant pour l'écriture d'Amélie Dumoulin. Ce livre m'a émue parce qu'il a si bien réussi à pénétrer dans tous les recoins de mon âme.

Un homme et le livre de sa vie

Bernard Mulaire, natif de Saint-Pierre-Jolys, est un des derniers diplômés du Collège de Saint-Boniface du temps des jésuites. Il prolonge son cours classique par des études en arts plastiques et les complètent juste à temps pour mettre sur pied la galerie d'art du tout nouveau Centre culturel franco-manitobain (1974-1976). Puis il prend le large. Le voilà une nouvelle fois de retour par le biais d'un livre publié aux Éditions du Blé.



photo : Gracieuseté Bernard Mulaire

Bernard Mulaire, assis sur une colonne de Buren à Paris. La photo a servi de point de départ de la couverture de son livre.

Propos recueillis par
Bernard BOCQUEL

▶ Après *Caricatures* en 2016, voilà le roman de votre vie, ou plus exactement une succession de scènes disparates dont le fil conducteur semble être votre humeur du moment...

Bernard Mulaire : *Flâneries et souvenances* est un « écrit » qui prend la forme d'un journal intime dont les entrées ont répondu à l'humeur du souvenir. Le souvenir ne se contrôle pas. Je préfère parler de « l'humeur du moment du souvenir ».

▶ En dessinateur fervent du juste mot, pourriez-vous esquisser la genèse de votre opus?

B. M. : J'ai écrit les textes qui constituent mon livre entre 2003 et 2017. Quelques-uns ont été publiés, mais tous ont répondu d'abord à l'impératif de mon seul plaisir qui était celui de l'écriture. Le projet d'en faire un livre ne s'est présenté qu'en 2017, quand la plupart des textes étaient déjà faits.

▶ Puisque la vie est un chemin, que représente la publication de *Flâneries et souvenances* dans votre parcours?

B. M. : Ce livre est pour moi l'aboutissement de ma vie. C'est la chose la plus importante que j'ai faite. J'ai 73 ans. Je me réjouis de ne pas être mort avant (humour)!

▶ Pourquoi devrions-nous faire un bout de chemin avec vous? Sûrement pour faire quelques découvertes, puisque vous réclamez, entre autres, le droit à l'impertinence et l'impudicité...

B. M. : Personne n'est obligé de faire un bout de chemin avec moi, mais si quelqu'un(e) choisit de le faire, j'espère que cela l'incitera aussi à faire un bout de chemin avec lui ou elle-même. Nous éprouvons tous les mêmes émotions sur Terre. Désir, amour, félicité, déception, étonnement sont communs à tous. Seul le décor change.

Ce qui m'importe n'est pas de raconter les anecdotes de ma vie, mais de circonscrire les émotions que j'ai éprouvées, et toute la gamme des émotions, des plus graves aux plus légères. Je vise l'intériorité. À chacun(e) de faire son propre chemin. J'aimerais qu'on me dise : *Je n'ai pas vécu ta vie, mais j'ai vécu les mêmes émotions.*

▶ À quoi correspond votre envie de vous raconter aux autres? Besoin de vérité? Nostalgie du pays natal? Satisfaction de laisser des traces écrites?

B. M. : Je me suis raconté pour le plaisir que l'écriture me procure. C'est d'ailleurs l'écriture qui me motive. Vérité? Je n'y prétends pas. J'invoquerais plutôt un sentiment d'honnêteté par rapport à moi-même. La nostalgie? Je ne connais pas. Là où je suis, je suis. Je ne veux aucunement revivre mon passé, mais je ne l'oublie pas. Laisser des traces? Sûrement. Pourquoi souhaiter l'anéantissement, surtout quand on n'a pas de progéniture?

▶ La peinture permet de faire advenir un portrait par couches. Votre identité doit aussi être à couches multiples...

B. M. : Nous sommes tous « à couches multiples ». Je ne connais personne qui se résume à sa seule image publique. Dès qu'on creuse, qu'on fouille au-delà de la façade, la personne prend vie et devient intéressante.

▶ Un auteur qui propose de lui un portrait composé de fragments impressionnistes peut-il se résumer en une réponse bien sentie?

B. M. : Comme je n'ai pensé publier ce livre qu'à la toute fin du processus d'écriture, sans m'imposer de censure parce que cette limite ne me concernait pas, j'espère qu'on y décèlera un témoignage « bien senti ». Ce livre est mon clone.

▶ La couverture de votre clone est intrigante, il faut le reconnaître...

B. M. : J'adore la couverture! Je visitais des amis à Paris en 2003, l'année de mes premiers textes. Un après-midi, l'un d'eux m'amena flâner au Palais Royal. Cet édifice patrimonial entoure une cour dans laquelle l'artiste français Daniel Buren a créé une installation comportant des centaines de colonnes de diverses hauteurs. Mon ami me dit : *Va t'asseoir sur la colonne et je prendrai ta photo.* M'étant assis lui faisant face, il me dit : *Non, tourne-toi de côté.*

Quinze ans plus tard, cette photo résume parfaitement le contenu de mon livre : exotisme du dépaysement, mélange de l'ancien et du nouveau, regard tourné vers le passé, immobilisme (le côté flânerie et réflexion), pieds ne touchant pas au sol. Toutes ces dimensions me donnent l'air d'être présent, mais ailleurs. Le graphiste de Saint-Boniface, Éric Ouimet, en a fait une superbe couverture. Je l'en remercie.

L'art et les mots

Bernard Mulaire vit depuis plusieurs décennies à Montréal, où il a obtenu sa maîtrise en études des arts en 1987. Ces dernières années il a publié sur le site web de la Société historique de Saint-Boniface diverses monographies.

Il a aussi signé des textes dans des dictionnaires d'artistes au Québec, au Canada et en Allemagne et a participé à des catalogues d'exposition publiés par le Musée national des beaux-arts de Montréal.

Le Centre du patrimoine conserve son fonds d'artiste.

PUBLI-REPORTAGE

UN PARTAGE DE CULTURES



D'octobre à décembre, des grands-mères africaines se sont jointes à des grands-mères métisses du Manitoba pour partager leur culture, leur patrimoine, leurs recettes et leurs histoires. À cinq reprises, elles ont cuisiné ensemble leurs recettes traditionnelles, parfois même accompagnées de leurs petits-enfants.

De Saint-Laurent à Saint-Pierre-Jolys, ces échanges culturels et intergénérationnels permettent la sensibilisation du patrimoine métis francophone du Manitoba d'un côté, et de véritables découvertes sur les cultures africaines de l'autre.

Réalisé en partenariat avec l'Accueil francophone, ce projet a été rendu possible grâce à l'appui financier de Patrimoine canadien Et ce n'est pas tout! L'Union nationale métisse Saint-Joseph du Manitoba (UNMSJM) prévoit rassembler toutes les recettes réalisées dans un livre. Ce recueil sera présenté en mars 2019 lors d'une rencontre bien spéciale.

« Tous les participants, leurs familles et les partenaires du projet seront invités à un grand rassemblement à la Cabane à sucre de Saint-Pierre-Jolys, précise Lynne Lemoine, coordonnatrice du projet pour l'UNMSJM. Ce sera l'occasion de célébrer le projet et de faire un très grand remerciement. »

Ce qui est certain, c'est qu'il y aura de quoi se lécher les babines et de quoi apprendre de l'autre, encore et toujours!

JOANNE CARRIÈRE,
grand-mère métisse

« C'est très précieux de partager notre héritage avec nos petits-enfants. Aujourd'hui, ils ont appris à cuisiner une recette métisse traditionnelle, mais ils ont aussi découvert la nourriture d'une autre culture. Ils ont par exemple gouté du plantain pour la première fois. Un jour, ils pourront refaire cette recette eux-mêmes. Je suis certaine qu'ils vont se rappeler de cette journée pendant très longtemps. »

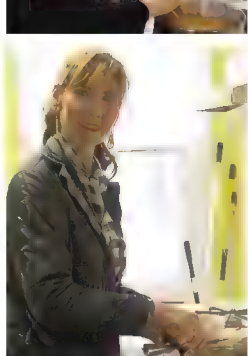
LOUISE-MARIE AKIKI,
grand-mère africaine,
originaire de la République démocratique du Congo

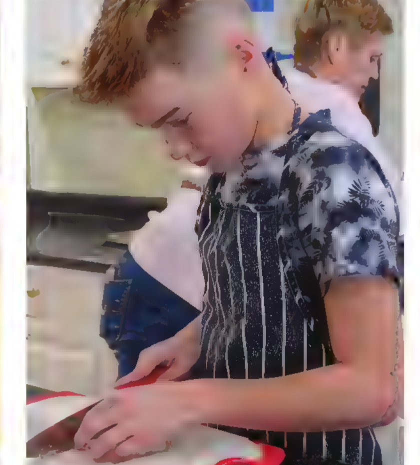
« J'ai participé pendant plusieurs mois à une rencontre avec les grands-mères métisses, à Saint-Vital. Cette fois-ci, on concentre nos rencontres sur la cuisine. Je suis vraiment contente de partager une de mes recettes fétiches, comme les cuisses de poulet frit accompagnées de bananes plantain! On fait tout frire et ensuite on présente ça dans un plat garni avec des tomates. On partage beaucoup autour des recettes, on échange aussi sur nos cultures. J'apprends beaucoup avec les femmes métisses. Ensemble, on crée de beaux souvenirs. »











JACQUELINE LEMAY, **grand-mère métisse**

« C'est vraiment spécial de passer une journée avec ma petite-fille et de partager culture, recettes et héritage. C'est important de perpétuer nos traditions et notre fierté. Ensemble, on a préparé une recette traditionnelle métisse : la soupe de boulettes. »

PERLE MARION, **13 ans, petite-fille de Jacqueline Lemay**

« Grâce à cette journée, j'ai appris beaucoup sur la cuisine générale. C'est le fun parce que j'ai fait des choses moi-même, avec mes mains. Ce genre d'activité me rappelle beaucoup quand j'étais plus jeune, et qu'on cuisinait tous ensemble en famille. En grandissant, on le fait moins, alors je trouve ça bien d'avoir la chance de le faire aujourd'hui. »









Patrimoine canadien   Canadian Heritage









Nous recherchons des candidat(e)s pour les postes suivants :

POSTE : **Enseignant(e) – 8e année**
Contrat temporaire 100 %

OÙ : École La Source
À : Monsieur Darcy Simard, directeur

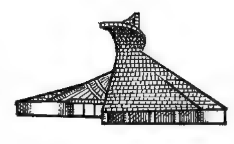
POSTE : **Concierge en chef – 5,00 heures par jour**
Contrat permanent

POSTE : **Concierge de soutien – 3,00 heures par jour**
Contrat permanent

OÙ : École communautaire Gilbert-Rosset
À : Monsieur Sabin Basque, directeur

DATE LIMITE : Les postes seront ouverts jusqu'au 18 décembre 2018.

Pour de plus amples renseignements : www.dsfm.mb.ca



La Paroisse du Précieux-Sang

AGENT(E) DU BUREAU PAROISSIAL BILINGUE

La paroisse du Précieux-Sang située au 200 rue Kenny est à la recherche d'un(e) agent(e) de bureau paroissial bilingue.

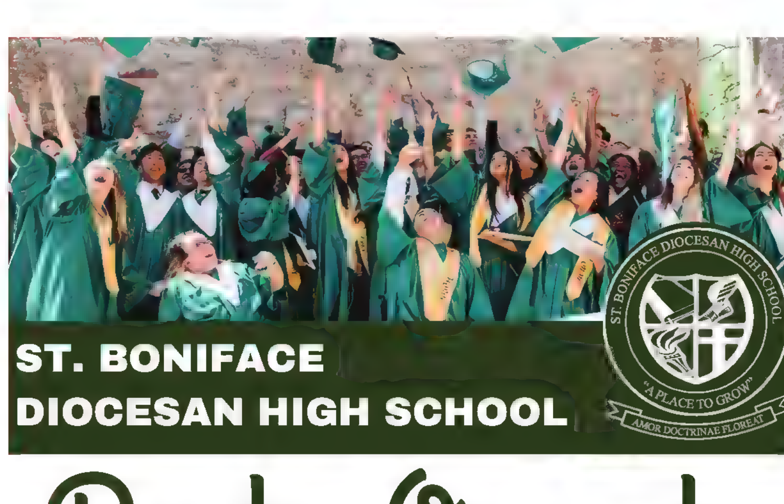
Les tâches incluent : l'accueil et le suivi des demandes des paroissiens et autres personnes, appels téléphoniques, courrier, la tenue des registres de la paroisse, l'organisation de la location des locaux, la publication du bulletin hebdomadaire, la mise à jour du site Web, la commande de fournitures, offrir un soutien au prêtre modérateur, aux membres des comités et aux bénévoles.

Les compétences exigées comprennent : la maîtrise de la configuration Microsoft, une bonne connaissance du français et de l'anglais parlé et écrit, être familier avec le contexte paroissial, une capacité d'écoute et de travail en équipe, une bonne organisation. La comptabilité est exclue des tâches.

Le poste est d'environ 25 heures par semaine.

Nous voulons remplir ce poste aussitôt que possible.

Envoyez votre c.v. à jngosselin@mymts.net .



Porte-Ouverte

le 16 janvier à 19 H 30

Une éducation catholique de langue anglaise dans une école mixte

NOUS ACCEPTONS LES CANDIDATURES À PARTIR DE JANVIER





Avis publique

Conformément à la loi sur la protection des gares ferroviaires patrimoniales et au règlement sur les gares ferroviaires patrimoniales, VIA Rail Canada inc., à titre de propriétaire de la station de Winnipeg, située au 123, Main Street, Winnipeg, propose de rénover le toit du hangar de train.

Le toit du hangar est en fin de vie et nécessite une réparation ou un remplacement de certains éléments importants afin de préserver son intégrité. À ce propos, le projet comprendra la modification et le remplacement de certains éléments patrimoniaux énumérés ci-dessous.

Les modifications proposées comprendront :

- Remplacement du système de toiture;
- Réparation et/ou remplacement de la structure du tablier de toit;
- Réparation et/ou remplacement des cheminées d'échappement en béton;
- Peinture de l'ensemble du métal exposé.

Après réception de l'approbation en vertu de la loi sur la protection des gares ferroviaires patrimoniales et dans la mesure où le temps et les ressources le permettent, ces travaux seront exécutés en phases.

Conformément au paragraphe 7 (1) de la loi, toute personne qui souhaite s'opposer à ces travaux peut le faire en déposant une déclaration écrite indiquant le motif pertinent de l'opposition à l'adresse suivante :

Ministre de l'Environnement et du Changement climatique
200, boul. Sacré-Coeur
Gatineau (Québec)
K1A 0H3

Le cas échéant, l'avis d'opposition doit être déposé dans les soixante (60) jours suivant le 30 novembre 2018, date à laquelle la demande d'autorisation du projet sera déposée auprès du ministre. Une copie de ladite déclaration d'opposition doit être transmise à VIA Rail Canada à l'adresse suivante :

VIA Rail Canada inc.
Gestion des actifs
3, Place Ville Marie, Suite 500
Montréal (Québec)
H3B 2C9

Il est possible d'obtenir de plus amples renseignements concernant ces travaux en communiquant avec VIA Rail :

Téléphone : 1.514.871.6113 / 1.888.871.6113
Courriel : CAM-RE-OIC@viarail.ca

MC Marque de commerce propriété de VIA Rail Canada inc.



DIRECTEUR OU DIRECTRICE DES SOINS

Vous êtes une infirmière ou un infirmier autorisé et vous êtes intéressé à :

- jouer un rôle utile et important dans le domaine de la santé;
- gérer vous-même vos priorités et votre horaire de travail;
- faire partie d'un établissement reconnu pour la qualité de ses soins et services, son sens de l'accueil, son esprit de famille et son engagement à la cause des personnes âgées.

Vous serez principalement responsable de diriger une équipe multidisciplinaire d'environ 80 personnes, dont le rôle est d'assurer la meilleure qualité de vie possible à nos 66 résidents du secteur des soins prolongés. Vous aurez à transiger régulièrement avec les autres secteurs de la Villa Youville et à représenter la corporation dans certaines fonctions officielles.

Si vous aimez la compagnie des personnes âgées, si vous avez un entregent facile qui vous gagne rapidement la confiance des autres, si vous avez un esprit de service et d'entraide, si vos collègues et amis vous reconnaissent comme un leader naturel, si vous êtes suffisamment flexible pour pouvoir aimer travailler en équipe, si les responsabilités de la direction sont pour vous des défis intéressants plutôt que des sources de stress négatif, et si vous possédez suffisamment un sens de l'humour pour apprécier celui de vos collègues, notre poste de direction des soins pourrait vous convenir.

Si vous avez de plus acquis une formation et une expérience réussies dans le domaine de la gestion des ressources humaines et si vous avez les qualités requises pour refléter pleinement les valeurs de la Villa Youville, nous espérons pouvoir vous accueillir chez nous. Vous devez évidemment être à l'aise de travailler dans un milieu francophone et catholique, maîtriser le français et l'anglais et posséder la santé physique et émotionnelle nécessaire pour vous épanouir personnellement et professionnellement dans ce poste.

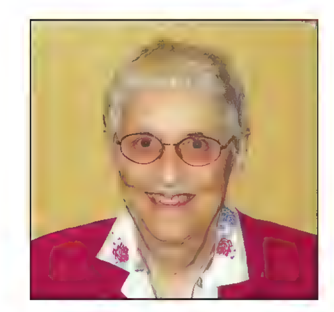
Sentez-vous à l'aise de communiquer avec le directeur général, Paul Ruest, au 204-422-3001, pour en savoir davantage.

Vous pouvez nous faire parvenir votre candidature :

Par poste régulière à :
Directeur général
Villa Youville Inc.
15, chemin Charrière
Sainte-Anne (Manitoba) R5H 1C9

Par courriel à : **pruest@villayouville.ca**

AVIS DÉCÈS



Sœur Berthe Valcourt, snjm (Sœur Louise-Henriette)

Sœur Berthe Valcourt, résidente à Actionmarguerite, Saint-Boniface, Manitoba, est décédée le 1er décembre 2018. Elle laisse dans le deuil les membres de sa Congrégation religieuse, ses sœurs Émérence (Louis), Andrée, Gisèle (Edmond), Henriette et son frère Georges (Barbara) ainsi que plusieurs neveux et nièces. Elle repose maintenant en paix auprès de ses parents, ses sœurs Rita et Angélique et ses beaux-frères Denis Olivier et Bertrand Grisé.

Fille aînée de Damien Valcourt et Exilda Bacon, Berthe est née le 14 février 1926 à Sainte-Elisabeth, Manitoba. Elle fait ses études à Saint-Jean-Baptiste et à l'Académie Saint-Joseph à Saint-Boniface.

En 1946, à l'instar de ses éducatrices, Berthe entre au noviciat des Sœurs des Saints Noms de Jésus et de Marie à Outremont (Québec) et fait sa profession perpétuelle le 5 août 1953. À son retour au Manitoba en 1948, sœur Berthe poursuit ses études et obtient un certificat d'enseignement de l'École normale Tuxedo et un baccalauréat ès arts de l'Université du Manitoba. Elle enseigne d'abord au niveau élémentaire pendant six ans et ensuite au niveau secondaire. Son sujet préféré est les Mathématiques dans lesquelles elle excelle. On la retrouve dans les écoles de Holy Cross, Saint Mary's School, Sainte-Agathe, l'Académie Saint-Joseph, Saint-Pierre-Jolys et Saint-Jean-Baptiste où elle retourne à plusieurs reprises.

Femme de grande générosité, sœur Berthe donne plusieurs années de service à ses soeurs comme animatrice locale et provinciale. Elle se dévoue aussi à la pastorale des sœurs malades. Sa spiritualité, sa foi, sa capacité d'écoute, son jugement solide et sa grande ouverture à l'autre sont des dons qui lui valent la confiance et le respect de ses sœurs.

À l'exemple de sa mère, sœur Berthe sait venir en aide aux plus démunis. Elle ouvre un centre pour eux et pendant plusieurs années, avec un groupe de bénévoles, elle recueille et donne des vêtements et tout le nécessaire pour meubler un appartement ou une maison. C'est pour les Vietnamiens et les Laotiens que sœur Berthe s'adonne à ces activités mais elle offre de l'aide à tout un chacun dans le besoin. Certains d'entre eux lui sont toujours reconnaissants aujourd'hui. Et Jésus de lui dire : « Dans la mesure où vous l'avez fait à l'un de ces plus petits de mes frères, c'est à moi que vous l'avez fait. »

La famille Valcourt et les compagnes religieuses de sœur Berthe remercient le personnel de la Résidence Despins, celui de l'unité 3DE d'Actionmarguerite et Diane Rioux pour leur compassion et les bons soins donnés à sœur Berthe.

À 13 h le 6 décembre, un temps de prière a précédé la messe des funérailles à la Résidence Despins, 151, rue Despins, Saint-Boniface. L'inhumation a suivi au cimetière de Saint-Boniface, rue Archibald, Saint-Boniface.

Desjardins
204-233-4949
1-888-233-4949
www.desjardinsfuneralchapel.ca

Remerciements



Remerciements sincères au nom de la famille du **père Alfred Desautels** C.SS.R.

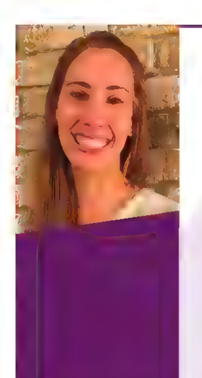
Nous aimerions remercier La Congrégation des Oblats de Marie-Immaculée qui ont très souvent accueilli père Alfred; premièrement à Casa Bonita ensuite à la Résidence Despins durant ses vacances annuelles.

Un merci spécial aux Sœurs Grises Résidence Despins qui l'ont hébergé pour son dernier séjour alors qu'il suivait des traitements de radiation. Tout leur support était grandement apprécié. Il ne faut pas oublier le personnel de la Villa Youville de Sainte-Anne-des-Chênes; Paul Ruest et toute son équipe; sœurs Rioux er Vermette; et spécialement tout les résidents pour leur chaleureux accueil car père Alfred revenait au bercail pour continuer, à la Villa Youville, son apostolat comme chapelain. Il était très content!

Grand remerciement aux prêtres et amis venus de Sainte-Anne-de-Beaupré et d'Elsipogtog entre autres père Charles Duval, Supérieur et Provincial; père Bernard Gauthier (confrère); père J.C. Nadeau (confrère et ami de classe); sœur Émilienne Frenette NDSC (Elsipogtog, NB); sans oublier le Chef Aaron & Natshe Sock (Elsipogtog). Le Chef Sock a rendu un témoignage très touchant lors des funérailles très apprécié de tous!

Remerciements à la Paroisse de Sainte-Anne-des-Chênes, surtout à M. Aurèle Boisvert qui nous a tellement aidés pour le bon déroulement de la messe des funérailles entre autres lectures (qu'Alfred avait choisi et noté sur un très petit papier), prières universelles et j'en manque.

Merci aussi à toutes les personnes qui ont accepté de participer : Eulogies; Guy; Lucille; Chef Sock. Porteur de La Croix : Marcel. Cierge Pascal : Hubert. Lectures : Louise et Lynne. Prières Universelles : Monique et Suzanne. Servants de messe et chorale. Les prêtres du diocèse venus pour co-célébrer. Tous les amis, connaissances, paroissiens qui nous ont accompagnés soit en assistant aux funérailles, cartes de sympathies de proche et de loin, courriels réconfortants et toutes marques d'affection ou gestes d'amitiés, cela nous a fait chaud au cœur!



VALÉRIE MARION

« Je m'abandonne à toi, Seigneur, c'est à Toi d'y penser. » (Don Dolindo Ruotolo)

Cet automne, j'ai pu participer à une retraite pour femmes catholiques médecins à Bethany House au Tennessee. Quelle bénédiction! Le cœur ouvert, prêt à écouter Dieu, j'y suis arrivée sans attentes. « Car je connais les projets que j'ai formés (...) dit l'Éternel, projets de paix et non de malheur, afin de vous donner un avenir et de l'espérance. » (Jérémie 29,11)

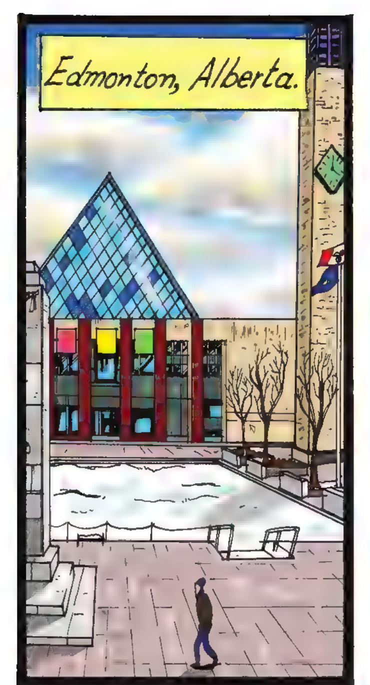
Dieu a en effet un plan pour chacun de nous. Il est en contrôle de tout, même si parfois nous l'oublions et que tout semble aller contre nous. Ce thème de l'abandon, que nous devons constamment nous rappeler, revenait tout au long de la retraite. Comme êtres humains, nous aimons le contrôle. Nous avons de « bons » plans, « parfois des plans tellement bons qu'on ne peut s'imaginer que Dieu ait un meilleur plan pour nous », a confié l'une des médecins. Et ce sont ces plans qui tombent à l'eau. Comme une autre femme l'a si bien dit : « Une porte fermée, un plan tombé à l'eau ne sont pas un rejet, mais plutôt un temps d'attente, de préparation, de pratique de l'abandon offert par Dieu. »

Cette année, je dois admettre que Dieu m'a accordé plusieurs occasions de m'abandonner et de lui redonner le contrôle sur ma vie. Au tout début, je trouvais cela plutôt facile. Mais après que des portes se sont fermées les unes après les autres, je me suis retrouvée perplexe, frustrée. Je vivais difficilement cet abandon auquel Dieu m'appelait, auquel Il nous appelle TOUS. Un abandon quotidien. Un abandon total. Il est toujours facile de *dire* que nous devons nous abandonner au plan de Dieu, mais c'est tout autre chose de le vivre. Je trouve tout de même particulier que nous trouvions cela difficile, puisque lorsque nous nous abandonnons, nous découvrons une telle paix, un tel amour que nous ne pouvons nous imaginer faire autrement.

Une autre porte s'est fermée, puis deux semaines plus tard, après trois jours de réflexion, les nuages se sont dispersés, laissant place aux rayons du soleil à Bethany, et j'ai finalement pu m'abandonner à Dieu. Quelle paix, quel bonheur! De me laisser aimer, de laisser mon Sauveur fixer son regard si tendre sur moi, de laisser son Amour me guider, de ne pas avoir à m'inquiéter de *MES* plans, mais de me savoir sur *SON* chemin.

Dieu avait son plan pour moi lors de cette retraite. Il a un plan d'amour pour chacun d'entre nous, si nous voulons seulement nous abandonner à Lui. Je vous invite à prendre un temps d'écoute et de réflexion pour examiner vos plans. Est-ce les plans de Dieu? Ou bien vos plans? *Qui* a le contrôle sur votre vie et qui a *l'illusion* de contrôle? Prenez le temps d'apprendre et de pratiquer cet abandon au plan d'amour de Dieu au quotidien, dans les petits gestes comme dans les grands.

Vous pouvez aussi lire la *Chronique religieuse* de la semaine, ainsi que les chroniques antérieures sur le site Web de l'Archidiocèse de Saint-Boniface : http://www.archsaintboniface.ca/main.php?p=217









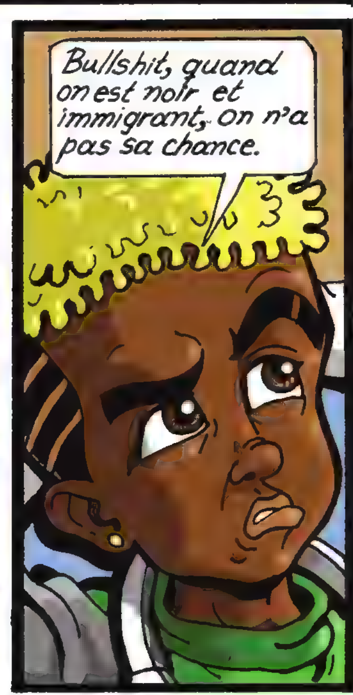
SAISON 2

PLANCHE 15









Illustrations de Tadens Mpwene

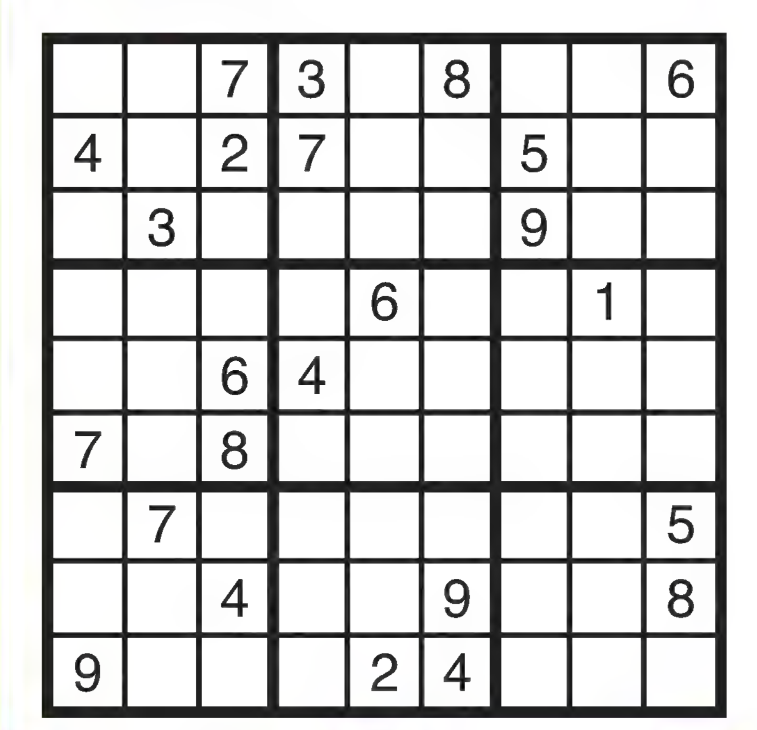
Scénario de L'équipe de La Liberté

Sur une idée originale de Sophie Gaulin

MERCI à la Division scolaire franco-manitobaine pour sa commandite envers ce projet.

JEUX

SUDOKU



PROBLÈME N° 629

		7	3		8			6
4		2	7			5		
	3					9		
				6			1	
		6	4					
7		8						
	7							5
		4			9			8
9				2	4			

RÉPONSE DU N° 628

4	9	3	8	2	7	1	6	5
6	8	7	3	5	1	9	4	2
1	2	5	9	4	6	7	3	8
8	7	1	2	3	9	6	5	4
3	4	9	6	8	5	2	7	1
2	5	6	7	1	4	3	8	9
5	1	2	4	6	3	8	9	7
7	3	8	5	9	2	4	1	6
9	6	4	1	7	8	5	2	3

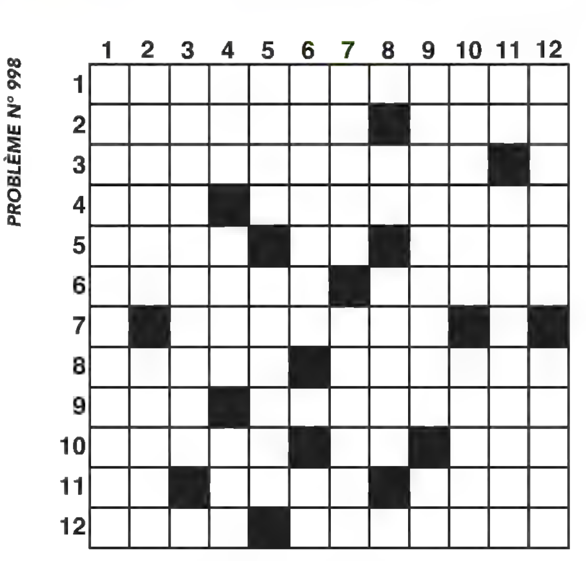
RÈGLES DU JEU

Vous devez remplir toutes les cases vides en plaçant les chiffres de 1 à 9 qu'une seule fois par ligne, une seule fois par colonne et une seule fois par boîte de 9 cases.

Chaque boîte de 9 cases est marquée d'un trait plus foncé. Vous avez déjà quelques chiffres par boîte pour vous aider. Ne pas oublier : **vous ne devez jamais répéter plus d'une fois les chiffres de 1 à 9 dans la même ligne, la même colonne et la même boîte de 9 cases.**

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 998



HORIZONTALEMENT

1- Qui concerne le passé.
2- Effrayer. – a ça et là.
3- Qui n'est pas contrôlé par la raison.
4- Titre d'honneur. – État d'une plante naine (pl.).
5- Tenter avec audace. – Personnel. – Affluent de la Seine.
6- Genre de labiées à odeur forte. – Qui dénote de la tristesse.
7- Abandonnée par oubli.
8- Nomma successivement les lettres composant un mot. – Parant.
9- Mois. – Rabougri, flétri.
10- Dans la Mayenne. – Doublée. – Porte.
11- Négation. – Éculée. – Supérieure d'un couvent.
12- Allure du cheval. – Exerceras une action en justice.

VERTICALEMENT

1- Argumentation.
2- Très attachée à quelque chose. – Tenir prêt à servir.
3- Terrain rapporté soutenu par des murs.
4- Jeta en l'air avec force les pieds de derrière. – Prénom masculin. – Dupa.
5- Filin de retenue d'une mine. – Coiffures d'apparat. Plantes annuelles gamopétales. – Doublée.
6- Plantes annuelles gamopétales. – Doublée.
7- Vante avec insistance. – Genre dramatique médiéval (pl.).
8- Négation. – Exposai à l'air.
9- Pour ainsi dire. – Personnel.
10- Est complice de. – voir un penchant pour.
11- Infinitif. – Usera pour la première fois.
12- Défaite humiliante. – Personnes, individus.

RÉPONSES DU N° 997



	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
1	H	E	B	D	O	M	A	D	A	I	R	E
2	A	M	E	R	T	U	M	E	S	■	E	X
3	B	A	L	E	I	N	E	■	S	U	E	E
4	I	N	■	S	T	I	L	T	O	N	■	R
5	T	E	R	S	E	■	I	R	R	I	T	E
6	A	S	I	E	■	G	O	I	T	R	E	S
7	B	■	A	S	P	I	R	A	I	■	N	E
8	I	L	I	■	U	R	E	T	E	R	E	■
9	L	E	S	I	N	E	R	■	S	I	S	E
10	I	D	■	E	I	L	A	T	■	E	M	U
11	T	U	N	N	E	L	■	A	L	L	E	R
12	E	C	R	A	S	E	S	■	E	S	S	E



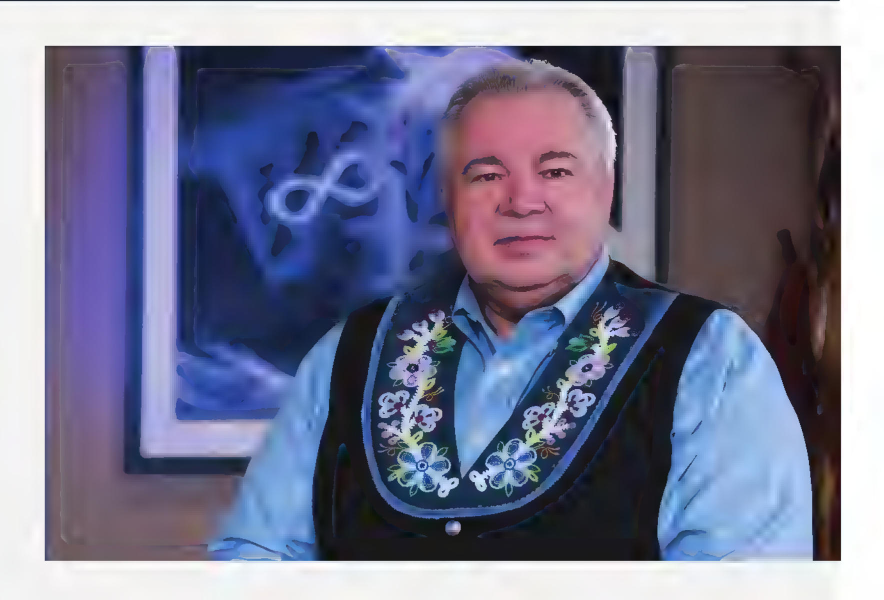
Bilan annuel de la Nation métisse

A year in Review for the Métis Nation

LE CABINET DE LA FMM/THE MMF CABINET

Fédération Métisse du Manitoba Inc. | 300-150, avenue Henry Avenue | Winnipeg, Manitoba | R3B 0J7 | Manitoba Metis Federation Inc.
204-586-8474 204-947-1816 info@mmf.mb.ca www.mmf.mb.ca

MESSAGE DU PRÉSIDENT
MESSAGE FROM THE PRESIDENT
DAVID CHARTRAND



Notre gouvernement métis prend de l'expansion et apporte des améliorations qui changent la vie des citoyens métis du Manitoba. Pendant de nombreuses années, nous avons travaillé et prié pour l'arrivée de ce moment. Nos luttes et nos espoirs ont enfin porté leurs fruits : les générations actuelles et futures ont le droit d'exercer des activités d'exploitation, lesquelles créent un meilleur avenir pour la Nation métisse.

C'est avec beaucoup de fierté et d'émotions que j'ai présenté notre discours sur la situation de notre Nation au cours de l'Assemblée générale annuelle de la FMM, laquelle a eu lieu le 22 septembre 2018, à Winnipeg. J'ai parlé des progrès considérables que nous avons accomplis à l'égard de l'autodétermination et du développement économique de notre peuple en tant que partenaire dans une relation renouvelée avec le Canada, fondée sur des distinctions, de nation à nation et de gouvernement à gouvernement. Aux termes de l'*Accord Canada-Nation métisse*, j'ai été le principal négociateur pour la Nation métisse à l'égard des ententes qui prévoient des investissements sans précédent accordés à l'avenir de cette Nation dans l'ensemble de notre terre natale. Ces investissements comprennent l'Accord sur la formation pour les compétences et l'emploi destiné à la Nation métisse, lequel prévoit 625 369 476 $ sur 10 ans pour les services d'emplois ainsi que le perfectionnement et la formation professionnels, l'Accord sur le logement de la Nation métisse, lequel prévoit un investissement de 500 millions $ sur 10 ans pour la conception, la prestation et l'administration des services de logement, et le Cadre d'apprentissage et de garde des jeunes enfants autochtones, lequel fournira jusqu'à 450 millions $ pour l'amélioration de l'accès à l'apprentissage et à la garde des jeunes enfants pour la Nation métisse. Ces fonds seront administrés par la FMM et d'autres membres dirigeants du Ralliement national des Métis dans le but de trouver des solutions métisses qui répondent à nos besoins en matière d'emploi, de logement et de familles.

Lors de l'Assemblée générale annuelle, il a également été annoncé que la FMM recevra 154,3 millions $ de la part du gouvernement du Canada devant être investis dans la collectivité métisse du Manitoba et le Gouvernement métis du Manitoba. Le Canada prend des mesures concrètes pour reconnaître et soutenir la FMM en tant que gouvernement autonome de la collectivité métisse du Manitoba et il reconnaît que nous n'avons plus besoin d'être une société sans but lucratif pour demander des fonds afin de servir notre Nation. En vertu de notre relation de nation à nation, la FMM a le droit de recevoir et de gérer des fonds et des programmes de la même façon que tous les autres gouvernements. Ensemble, nous prenons les mesures qui s'imposent pour faire progresser la réconciliation entre la collectivité métisse du Manitoba et le Canada.

Chacune de ces victoires et réalisations signifie également que notre travail ne fait que commencer. Lors de notre Assemblée, les citoyens ont voté à l'unanimité en faveur de deux résolutions qui permettent à la FMM d'intenter les recours nécessaires pour veiller à ce que nos droits, notamment ceux qui visent la consultation, l'accommodement, la négociation et les activités d'exploitation qui peuvent être effectuées sur nos terres traditionnelles, soient protégés et défendus. La FMM travaille aussi activement à protéger le patrimoine, l'identité et l'héritage culturel de nos citoyens. Nous avons embauché deux nouvelles employées pour communiquer avec nos citoyens métis francophones et pour aider la FMM à protéger et à promouvoir la langue française au Manitoba. La Nation métisse protégera toujours la langue française, comme Louis Riel l'a défendue lorsqu'il a fait entrer le Manitoba dans la Confédération. La Nation métisse est une nation multilingue et le français est l'une de nos langues principales. À mesure que nous avancerons, vous verrez le Gouvernement métis consacrer de nouvelles ressources et faire de nouveaux efforts pour revitaliser nos langues, y compris le français et le michif.

Jusqu'à maintenant, nous en avons accompli beaucoup, mais il nous reste encore du chemin à faire au Manitoba. Grâce à nos démarches, nous sommes renforcés par notre histoire, notre culture, notre communauté et notre terre natale. Lorsque nous voyons où nous en sommes, nous sommes certains de notre destination : un endroit qui nous appartient dans la Confédération que nos ancêtres ont contribué à bâtir.

Meeqwetch

Our Métis Government is growing and making life-changing improvements for Métis Citizens across Manitoba. For many years, we have worked and prayed for this new era to arrive. Our struggles and hopes are at last bearing fruit for current and future generations to harvest, creating a brighter future for the Métis Nation.

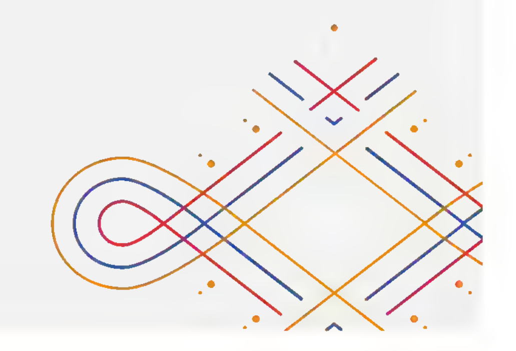
It was with great pride and strong emotions that I presented our State of the Nation Address to this year's MMF Annual General Assembly on September 22, 2018 in Winnipeg. I spoke of the great strides we are taking toward self-determination and economic development, as partners in a distinctions-based and renewed nation-to-nation, government-to-government relationship with Canada. Under the terms of the *Canada-Métis Nation Accord*, I have been the Métis Nation's lead negotiator for agreements that are making unprecedented investments in the future of the Métis Nation across our Homeland, including a Métis Nation Skills and Employment Training Accord that provides $625,369,476 over 10 years for employment services, skills development, and job training; a Métis Nation Housing Accord that invests $500 million over 10 years for the design, delivery and administration of housing services; and an Indigenous Early Learning and Child Care Framework that will provide up to $450 million to improve early learning and child care access for the Métis Nation. These funds will be administered by the MMF and other Governing Members of the Métis National Council for made-by-Métis solutions to our employment, housing and families' needs.

At the Annual General Assembly, it was also announced that the MMF will receive $154.3 million from the Government of Canada to invest in the Manitoba Métis Community and Manitoba's Métis Government. Canada is taking concrete action to recognize and uphold the MMF as the self-government of the Manitoba Métis Community, recognizing that we no longer need to operate as a non-profit corporation to apply for funds to serve our Nation. Under our nation-to-nation relationship, the MMF is entitled to receive and administer funds and programs in the same way as any other Government. Together, we are taking the next steps necessary to advance reconciliation between the Manitoba Métis Community and Canada.

Each of these new victories and accomplishments also mean our work is just beginning. At our Assembly, Citizens voted unanimously in favour of two resolutions which mandate the MMF to pursue any legal remedies necessary for ensuring that our rights - including the right to consultation, the right to accommodation, the right to negotiate, and the right to harvest on our traditional lands - are protected and upheld. The MMF is also working actively to protect our Citizens' heritage, identity and cultural legacy. We have brought on board two new staff to communicate with our French-speaking Métis Citizens and to develop the MMF's ability to protect and promote the French language in Manitoba. The Métis Nation will always stand to protect the French language, as Louis Riel stood to defend it when he brought Manitoba into Confederation. The Métis Nation is a multilingual Nation, and French is one of our primary languages. As we move forward, you will see the Métis Government dedicating new resources and effort toward revitalizing our languages, including French and Michif.

As far as we have come, we still have a long journey to make in Manitoba. Along this journey, we are strengthened by our shared history, culture, community and Homeland. Remembering where we come from, we can be sure of where we are going: home to our rightful place in the Confederation that our ancestors helped to build.

Meeqwetch



LA RÉCONCILIATION EN ACTION

Lors de la dernière AGA de la FMM, le Canada et la FMM ont annoncé conjointement un plan en trois étapes pour faire avancer la Réconciliation. Ce plan progressif est le résultat de négociations en continu de Nation à Nation et de gouvernement à gouvernement depuis la signature de l'Accord-cadre en 2016 entre le Canada et la FMM en tant que gouvernement de la communauté métisse du Manitoba dans la Nation métisse.

Dans le cadre du plan Canada-FMM pour faire avancer la Réconciliation, le Canada s'est engagé à octroyer environ 129 millions $ à la FMM pour qu'elle puisse investir (1) dans une variété de projets de bien-être social et économique qui seront identifiés par les Métis du Manitoba, et (2) dans du soutien à la FMM dans sa transition vers un gouvernement autonome et vers une pleine reconnaissance par le Canada. Pour les Métis, ceci est non seulement un pas important vers la Réconciliation, mais aussi vers l'amélioration de la force et de la santé collectives de leur Communauté.

Les Métis du Manitoba et le Canada étaient partenaires de négociation pour le traité duquel a résulté l'***Acte du Manitoba de 1870***. En compensation d'avoir baissé les armes et rejoint le Canada, l'*Acte du Manitoba* promettait aux Métis de la Rivière Rouge 1,4 million d'acres de terres. C'était une obligation constitutionnelle, ainsi qu'une promesse solennelle, de donner une longueur d'avance aux enfants de la Nation métisse pour le bénéfice futur de leurs familles. Mais comme l'a déjà dit le président Chartrand, de même que notre conseiller juridique, « nos enfants n'ont jamais eu la longueur d'avance qui leur avait été promise – ils n'ont même pas pu commencer la course ».

Dans les faits, l'obligation de l'*Acte du Manitoba* a été ignorée et la promesse faite n'a jamais été tenue. Rares sont les Métis qui ont vu ne serait-ce qu'un peu de ces terres promises. Au contraire, le peuple métis a connu un règne de terreur, a perdu ses biens, et a été marginalisé jusqu'à devenir ce qui a été décrit comme le « Peuple oublié ». Plus tard, de nombreux enfants métis ont été envoyés dans des écoles résidentielles ou de jour abusives, ou encore arrachés à leurs familles lors de la rafle des années 1960.

« Ce plan progressif en trois étapes appuie nos objectifs d'obtention du statut de Nation et de gouvernance. Il soutient l'indépendance et l'autorité de la FMM dans nos sphères de compétences. Cet appui est important. Il reflète ce que nous sommes : le peuple Otipemisiwak, ce qui veut dire en cri *ceux qui sont indépendants ou le peuple qui se gouverne lui-même*, souligne Al Benoit, chef de cabinet de la FMM.

« À travers l'histoire, nous avons été au mieux ignorés et au pire attaqués, explique-t-il. Cet accord démontre que le gouvernement fédéral veut bâtir une relation de coopération et de partenariat avec la FMM en tant que gouvernement des Métis du Manitoba. Comme le président Chartrand l'a à point décrit, *Ceci est la Réconciliation en action*. »



De gauche à droite : Le chef de cabinet de la FMM Al Benoit, le président David Chartrand, l'honorable Carolyn Bennett, ministre fédérale des Relations Couronne-Autochtones, maître Jason Madden, avocat spécialiste des droits autochtones, et Lee Grigas, négociateur en chef pour Affaires Autochtones et du Nord Canada.

From left to right: MMF Chief of Staff Al Benoit, president David Chartrand, the Honorable Carolyn Bennett, federal minister of Crown-Indigenous Relations, Mr Jason Madden, an Aboriginal rights lawyer, and Lee Grigas, senior negociator for Aboriginal and Northern Affairs Canada.

RECONCILIATION IN ACTION

At the recent MMF AGA, Canada and MMF jointly announced a three-part plan to advance Reconciliation. This incremental plan is the result of the ongoing nation-to-nation, government-to-government negotiations set up by the 2016 Framework Agreement between Canada and the MMF as the government of the Métis Nation's Manitoba Métis Community.

As part of the Canada-MMF plan to advance Reconciliation, Canada committed approximately $129 million to the MMF for a variety of investments in the following : (1) social and economical wellbeing, as identified by the Manitoba Métis; and (2) support the MMF in further developing its self-government for its transition to full recognition by Canada. For the Metis, this is not only an important step toward Reconciliation, but also toward enhancing our Community's collective health and strength.

The Manitoba Métis and Canada were negotiating partners for the treaty that resulted in the ***Manitoba Act of 1870***. In return for putting down our arms and joining Canada, the *Manitoba Act* promised 1.4 million acres of land to the Metis of the Red River. This was a constitutional obligation and solemn promise to provide a head start for the children of the Métis Nation for the future benefit of their families. But as has been said by President Chartrand, and our legal counsel, "our children did not get the head start promised to them – they didn't even get to the starting line."

The obligation of the *Manitoba Act* was effectively ignored and the promise was never kept. Few Métis ever saw any of the promised land. On the contrary, the Metis people faced a reign of terror, lost their possessions, and were marginalized while becoming what has been described as the "Forgotten People". Later many Métis children were sent to abusive residential or day schools, or snatched up during the Sixties Scoop.

"This three-part incremental plan supports our goals of nationhood and governance. It supports the independence and authority of the MMF in our areas of jurisdiction. This support is important. It reflects that we are the *Otipemisiwak*, which in Cree means "the independent ones" or "the people who rule themselves," said Al Benoit, MMF Chief of Staff.

"Throughout history, we have been ignored at the best of times and attacked at the worst," explained Al Benoit. "This agreement shows that the Federal Government wants to build a relationship of cooperation and partnership with the MMF as the Manitoba Métis Government. As President Chartrand has aptly described : This is "Reconciliation in Action."

DÉVELOPPER LES SERVICES EN FRANÇAIS

Pour bien réussir sa transition vers un gouvernement autonome de toute la Nation métisse du Manitoba, la FMM travaille à développer ses services en français. En poste depuis le 11 juin 2018, le ministre de la Langue française et de l'Agriculture, Jean Desrosiers, est en charge du dossier.

« La Langue française est un nouveau portfolio, précise-t-il. C'était important de le créer car beaucoup de Métis parlent français et nous voulons être en mesure de les servir aussi bien qu'en anglais. »

Déjà, la FMM a rétabli ses services de traduction interne, avec l'embauche dès cet automne de deux traducteurs anglais-français. « Leur mission est de rendre notre gouvernement bilingue petit à petit, en traduisant tous les communiqués de presse, la documentation, les notes de service, ainsi que notre bulletin de nouvelles ***Le Métis***, qui paraît chaque deux semaines. Ça va prendre du temps car on n'a jamais cherché à être bilingues avant, mais on va travailler fort pour cela », assure le ministre Desrosiers.

La FMM souhaite également se doter d'une réception bilingue français-anglais, ainsi que développer des opportunités pour promouvoir et faciliter l'apprentissage de la langue française chez les fonctionnaires de la FMM.

« C'est important de ne pas s'en tenir qu'à la réception car si seule la réception est bilingue et qu'un Métis parlant français appelle, dès la deuxième personne à qui il s'adressera, la conversation sera en anglais », fait remarquer Barney Morin, coordonnateur des communications. À l'heure actuelle, le gouvernement de la FMM compte trois ministres bilingues : Mona Buors, Andrew Carrière et Jean Desrosiers.

Pour promouvoir le français, la FMM pense notamment « commencer des programmes en français, comme des ateliers de perlage. Ils existent déjà en anglais, mais pas en français, précise le ministre. Le défi, c'est qu'ils doivent être animés par des Métis ».

La FMM a aussi commencé à créer des partenariats avec la communauté francophone du Manitoba. « On fournit des jeunes Métis bilingues à la Maison Riel pour les tournées guidées, et on a commandité la Journée Riel au Musée de Saint-Boniface en février 2018, donne pour exemples Jean Desrosiers. De plus, la FMM publie quatre cahiers spéciaux bilingues par an dans le journal *La Liberté* sur les affaires de la FMM et de la Nation métisse. »

« On sait que toute une partie de la Nation métisse s'exprime en français et veut recevoir les nouvelles de notre gouvernement en français. Ils nous demandent des services en français. Pour la FMM, c'était l'heure d'agir », termine Barney Morin.

DEVELOPING FRENCH-LANGUAGE SERVICES

To successfully complete its transition toward self-government for all of Manitoba's Metis Nation, the MMF is working to develop its French-language services. Jean Desrosiers, who has been serving as Minister of French Language Services and Agriculture since June 11, 2018, is responsible for the portfolio.

"French Language Services is a new portfolio," he explained. "It was important that it be created, as many Metis speak French and we wanted to be able to serve them just as well as we can in English."

The MMF has already re-established its internal translation services, having hired two English-French translators this past fall. "Their mission is to gradually make our government bilingual by translating all of the press releases, documentation and memos, as well as our biweekly newsletter, ***Le Métis***. It's going to take some time as we have never tried to be bilingual before, but we are going to work hard to make it happen," assured Minister Desrosiers.

The MMF would also like to provide bilingual French-English reception services, as well as to develop opportunities to promote and facilitate French-language instruction for MMF government employees.

"It's important not to focus solely on reception services because if only the reception is bilingual and a French-speaking Metis person calls, by the second person he or she talks to, the conversation will be in English," commented Barney Morin, Communications Coordinator. Currently, the MMF government includes three bilingual ministers: Mona Buors, Andrew Carrière and Jean Desrosiers.

To promote the French language, the MMF is considering "starting French programs, such as beading workshops. They already exist in English, but not in French," stated the Minister. "The challenge is that they would need to be led by Metis individuals."

The MMF has also started building partnerships with Manitoba's Francophone community. "We provide bilingual Metis youth to lead guided tours at Riel House and we sponsored Louis-Riel Day at the St. Boniface Museum in February 2018," explained Jean Desrosiers. "Every year, the MMF also publishes four special bilingual supplements on matters relating to the MMF and the Metis Nation in the newspaper *La Liberté*."

"We know that a significant portion of the Metis Nation are French speakers and they would like to receive news from our government in French. They are asking for French-language services. It was time for the MMF to act," concluded Barney Morin.

VERS DE MEILLEURES CHANCES À L'EMPLOI

L'Accord de dix ans sur la formation pour les compétences et l'emploi signé en juin dernier entre le gouvernement du Canada et le Conseil national Métis donne à la Nation métisse l'espoir d'accéder enfin au marché du travail avec les mêmes chances de succès que n'importe qui d'autre. Et ce, garanti sur le long terme.

Le 15 juin dernier, l'honorable Patty Hajdu, ministre fédérale de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre et du Travail, et les membres dirigeants du Ralliement national des Métis, incluant le président de la FMM David Chartrand, ont signé un Accord sur la formation pour les compétences et l'emploi valable jusqu'en 2028.

Cet accord est le premier issu de *l'Entente Canada-Nation métisse* conclue en 2017. « C'est un grand moment pour nous car pour la première fois, nos ententes avec le gouvernement fédéral ne dépendront pas de qui est au pouvoir et ne pourront pas être changées sans préavis, se réjouit John Fleury, ministre de l'Emploi et de la Formation métis à la FMM. On va pouvoir avancer vraiment, et ce en partenariat avec le fédéral. »

L'Accord prévoit un octroi du fédéral à la Nation métisse de près de 625,4 millions $ sur dix ans, dont près de 58 millions $ en 2018-2019, pour mettre en œuvre ou améliorer des programmes destinés à rehausser les capacités des Métis à trouver et garder un emploi.

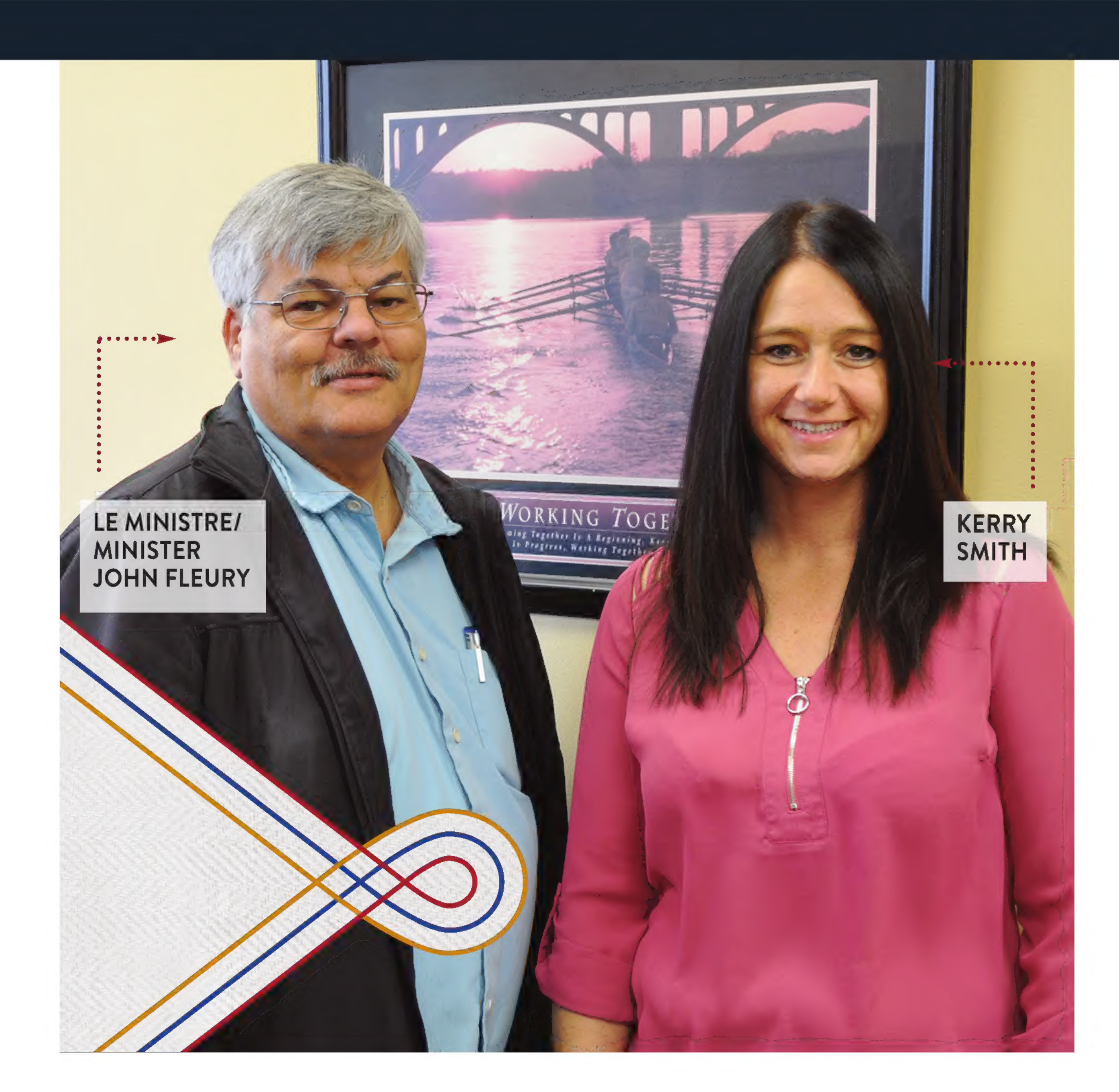
Ceci pourrait inclure des programmes d'exploration du marché du travail dès le secondaire pour la jeunesse et un soutien pour augmenter le taux de diplomation des jeunes Métis, un soutien au développement de carrière, incluant des aides pour couvrir les frais annexes pouvant empêcher la recherche ou le maintien d'un emploi, tels que les frais de garde d'enfants ou de déménagement, des programmes de formation continue, du soutien à la création d'entreprise, et bien d'autres possibilités.

« On est encore en train de déterminer les utilisations pratiques. Cet Accord nous donne un cadre général de travail et une stabilité pour agir », précise la directrice principale du département de l'Emploi et de la Formation métis à la FMM, Kerry Smith. « Ce sera à notre peuple de créer ses propres programmes en fonction de ses besoins spécifiques », renchérit le ministre Fleury.

Si les détails restent à définir, l'objectif est cependant très clair : renforcer les compétences et les opportunités des Métis pour accéder et rester sur le marché du travail, et faciliter leur participation à l'emploi dans tous ses secteurs.

« Grâce à cet Accord, on va pouvoir faire en sorte que les Métis soient vus comme une force de travail de même valeur que tout autre peuple, et ainsi briser le cercle vicieux de la pauvreté, affirme John Fleury. Ça va changer la vie de la Nation métisse. Comme le dit souvent notre président David Chartrand, "C'est notre moment." »

La dernière entente de la Nation métisse avec le Canada concernant l'emploi et la formation date de 2005 et avait pris fin en 2010. « Les Conservateurs n'avaient pas voulu signer d'entente avec les Métis. Aujourd'hui, avec les Libéraux, nous nous sentons considérés et respectés. La relation est enfin égale », conclut Kerry Smith.



LE MINISTRE/ MINISTER JOHN FLEURY

KERRY SMITH

MOVING TOWARD BETTER EMPLOYMENT OPPORTUNITIES

The ten-year skills training and employment Accord signed in June 2018 between the Government of Canada and the Métis National Council has given the Metis Nation hope to finally be able to enter the labour market with the same chances of success as anyone else—guaranteed over the long term.

On June 15, 2018, the Honourable Patty Hajdu, federal Minister of Employment, Workforce Development and Labour, and the governing members of the Métis National Council, including MMF President David Chartrand, signed a skills training and employment accord that will remain in effect until 2028.

This is the first sub-accord under the Canada-Metis Nation Accord signed in 2017. "This is a big moment for us because, for the first time ever, our agreements with the Federal Government will not depend on who is in power and they will not be able to be changed without notice," explained John Fleury, the MMF Minister of Metis Employment and Training. "We will really be able to move forward, in partnership with the Federal Government."

The Accord provides for approximately $625.4 million in funding from the Federal Government to the Metis Nation over ten years, approximately $58 million of which will be provided in 2018-2019 to implement or improve programs intended to enhance the ability of Metis people to find and keep employment.

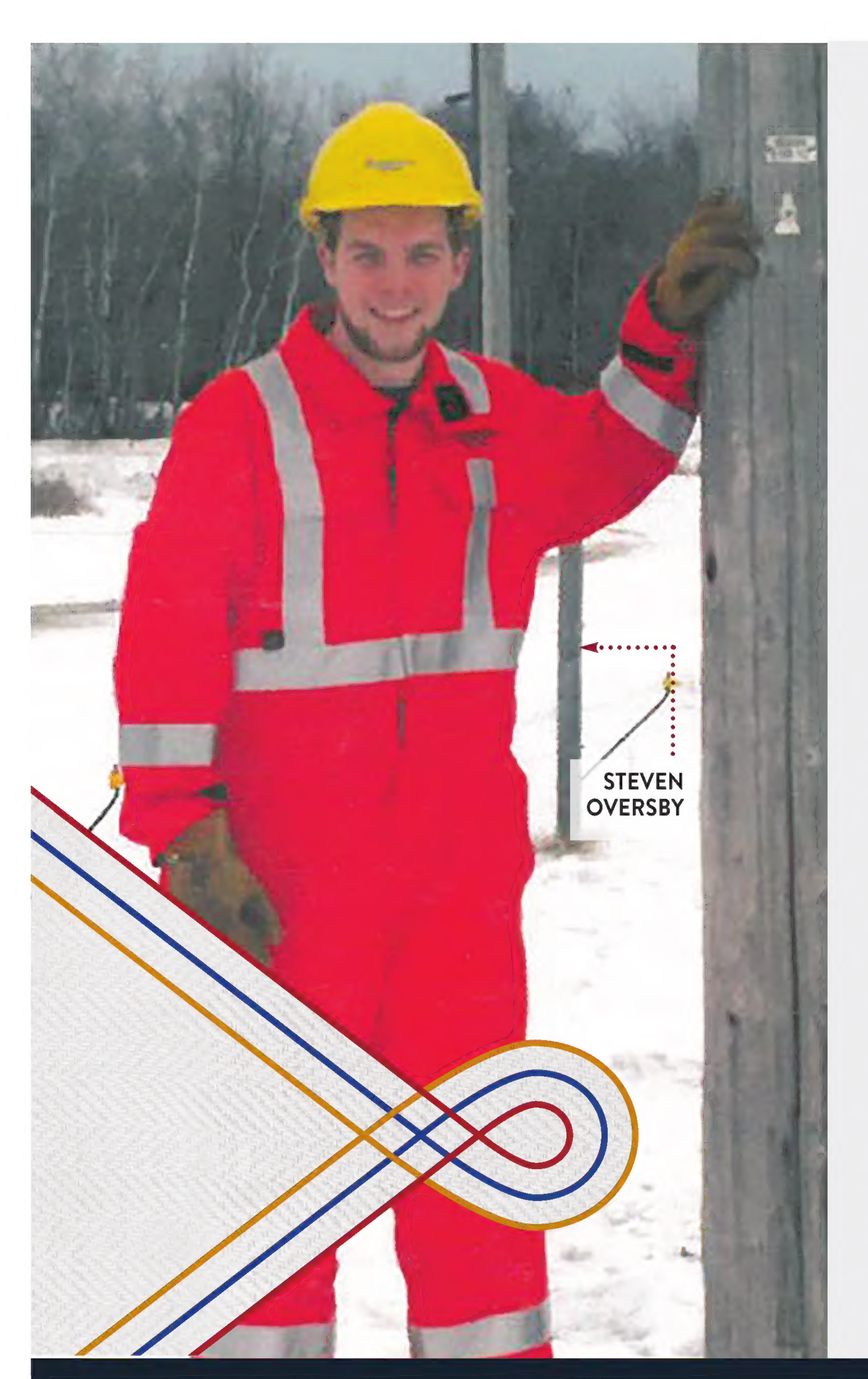
This could include job exploration programs for youth in high school and support to increase the graduation rate among Metis youth, career development support, including aid to cover related expenses that could act as a roadblock to finding or keeping a job (such as childcare or moving expenses), professional development programs, support for entrepreneurs, and many other options.

"We are still in the process of deciding on the practical applications. This Accord provides us with a general framework and stability to take action," explained Kerry Smith, the MMF's Senior Director of Metis Employment and Training. "It will be up to our people to create their own programs based on their specific needs," pointed out Minister Fleury.

Although the details are still being worked out, the goal is very clear: to strengthen the abilities and opportunities of the Metis people to access and remain in the workforce, and to facilitate their participation in employment in all sectors.

"Through this Accord, we will be able to ensure that the Metis workforce is seen as being equally as valuable as all other people and, in doing so, break the vicious cycle of poverty," stated John Fleury. "This is going to change the lives of the Metis Nation. As our president David Chartrand often says, our time has come."

The last employment and training agreement between the Metis Nation and Canada was created in 2005 and ended in 2010. "The Conservatives didn't want to sign an agreement with the Metis. Now, with the Liberals, we feel acknowledged and respected. The relationship is finally one of equality," concluded Kerry Smith.



STEVEN OVERSBY

UN ACCORD QUI AURA SANS AUCUN DOUTE DES EFFETS CONCRETS

Au cours de la période précédant la signature de l'accord, la Fédération métisse du Manitoba aidait déjà certains jeunes Métis à atteindre leurs objectifs académiques et professionnels. L'accord permettra désormais à la FMM d'aider un plus grand nombre de gens avant et après leur entrée sur le marché du travail. Les deux témoignages suivants, parus dans l'édition 2016 de *Métis Works*, illustrent les conséquences possibles d'une telle aide pour ceux qui en ont bénéficié.

« Je m'appelle **STEVEN OVERSBY**; grâce à l'aide de la FMM, j'ai pu m'inscrire au Collège Red River et obtenir mon diplôme en technologie du génie électrique. En décembre 2014, après deux ans et demi d'études, j'ai obtenu mon diplôme avec distinction du programme avec une moyenne pondérée cumulative de 4,17.

Le programme comprenait une alternance travail-études qui m'a permis d'acquérir une excellente expérience pratique et de lier la théorie de la salle de classe aux applications dans le monde réel. Avant même de terminer mes études et après avoir subi une évaluation des compétences et une entrevue, j'ai obtenu un poste permanent dans le programme de stagiaires pour les électriciens de centrale à Manitoba Hydro.

J'aimerais remercier les services de l'emploi et de la formation des Métis de leur aide et leur appui tout au long du programme. Ces services m'ont permis de me concentrer sur mes études et d'éviter le stress des frais financiers liés à l'inscription.

La FMM m'a aidé à atteindre mes objectifs académiques ainsi que professionnels. Grâce à de gros efforts de ma part et à l'appui de la FMM, j'ai maintenant devant moi une belle carrière et un avenir prometteur. »

"My name is **STEVEN OVERSBY** and with the help of the MMF I had the opportunity to go to Red River College and gain my Electrical Engineering Technology diploma. In December of 2014 I graduated from the two and a half year program with honours (4 :17 GPA).

The program had a co-op placement that gave me excellent field experience and helped tie the in-class theory to the real world applications. Before finishing the technology program I received a permanent position with Manitoba Hydro in the Power Electrician Trainee Program after a successful skills assessment and interview.

I would like to thank the Metis Employment and Training Services for their help and support throughout the entire program. They allowed me to focus on my studies without having the sterss of financial expenses that go along with the enrolment.

MMF helped me reach both my academic and career goals. With a lot of hard work and the support of the MMF I now have a great career and a bright future. "



AN ACCORD THAT WILL UNDOUBTEDLY MAKE A DIFFERENCE

Even before the Accord, the MMF was already helping some young Metis people achieve their academic and career goals. The Accord will now make it possible for the MMF to help more people before and after entering the labour market. Here are two testimonials of the impact such help can have on someone, featured in the 2016 edition of *Métis Works*.

« Je m'appelle **DOMINIQUE NADEAU**; j'aimerais remercier une fois de plus la FMM d'avoir accepté de financer ma dernière année d'études en communication multimédia à l'Université de Saint-Boniface.

Ce financement de ma dernière année d'études postsecondaires m'a aidée énormément. Pour les étudiants à temps plein au programme Communication multimédia, les cours commençaient à 8 h 30 et se terminaient à 16 h tous les jours. Nous avons passé plusieurs soirées à l'Université à travailler sur des devoirs et des projets qui exigeaient l'usage de l'équipement en salle de classe.

Pendant l'année scolaire, il n'était pas question que j'entreprenne un emploi exigeant; par conséquent, le financement de la part de la FMM a été pour moi un grand soulagement et un élément essentiel à mon succès. Comme je n'ai pas été obligée de travailler un grand nombre d'heures ou de m'inquiéter de l'argent, j'ai pu me concentrer sur mes études.

Ce financement m'a permis de profiter de mon expérience d'apprentissage chez Thinkshift, où j'ai fait mon stage pratique au printemps 2015. J'ai maintenant sur mon site Web personnel plusieurs projets dont je suis très fière. Cela vient en partie du fait que j'ai pu consacrer du temps et des efforts à mes projets sans me soucier de l'argent. Après avoir obtenu mon diplôme, j'ai eu l'honneur de recevoir une médaille d'excellence pour avoir terminé le programme avec les meilleures notes. J'ai ensuite pu travailler à temps plein au cours de l'été.

J'ai l'intention de tirer le meilleur parti de ma formation à l'USB en travaillant sur de nouveaux projets, en tenant mon site Web à jour et en continuant d'élargir l'ensemble de mes compétences dans le domaine des médias. »

"My name is **DOMINIQUE NADEAU** and I want to thank MMF once again for accepting to fund my final year of "Communication multimedia" at the Université de Saint-Boniface.

Being funded my the MMF for my last year of post-secondary education has helped me tremendously. As a full-time student taking the "Communication multimedia" course, classes began at 8 :30 am and ended at 4 pm every day. Many evenings were spent in class working on assignments and projects that required using the in-class equipment.

Working at a demanding job was not an option for me during the school year; therefore the funding by the MMF was a huge relief to me and essential to my success. As a result of not having to work many hours at a job or worry about money in general, I was able to focus on my studies.

The finding allowed me to enjoy my learning experience at Thinkshift, where I was placed for my internship in the spring of 2015. I now have several projects on my personal website which I am very proud of. This is due, in part, to the fact that I was able to dedicate time and effort on my projects without worrying about money. Upon graduation, I was honoured with a medal of excellence, meaning I finished the program with the highest grades. I was then able to work full-time during the summer.

Since then I plan on making the most of my education at USB by working on new projects, keeping my website up to date, and continuing to expand my skill set in the field of media."



DOMINIQUE NADEAU

LOGEMENT : PLUS DE FOYERS POUR PLUS DE BIEN-ÊTRE

Le 19 juillet dernier, le gouvernement fédéral a octroyé 500 millions $ sur dix ans à la Nation métisse du Canada pour améliorer les conditions de logement des Métis. Une annonce longuement attendue.

Après des années de revendication et de travail auprès du gouvernement fédéral, le Conseil national Métis a enfin obtenu du financement pour améliorer les conditions de logement du peuple Métis : ½ milliard $ sur dix ans. La FMM en recevra 12,5 millions $ annuellement.

« Dès 2017, le fédéral avait mis de l'argent de côté pour les peuples autochtones en dehors des réserves, raconte le ministre du Logement et de la Gestion immobilière à la FMM, Will Goodon. Mais les Métis n'étaient pas inclus dedans.

« Alors nous sommes allés rencontrer le Premier ministre Trudeau et les ministres concernés, et nous avons soulevé ce manque. La réponse a été très positive : le Premier ministre s'est excusé et dès son budget 2018, il a affecté 500 millions $ au logement de la Nation métisse spécifiquement. »

Le moment est particulièrement symbolique. « C'est la première fois que la Nation métisse est spécifiquement mentionnée dans le budget! », se réjouit le ministre Goodon.

Les modalités d'utilisation de cet argent sont encore à l'étude, mais selon des consultations menées à travers la province par le président de la FMM David Chartrand, « notre première priorité sera le logement pour les aînés », annonce Will Goodon. Chaque organisation métisse provinciale est en effet responsable d'établir ses priorités, ses programmes de logement et ses critères d'attribution en fonction des besoins de sa Nation métisse locale.

La FMM s'est engagée à construire 100 nouvelles unités de logement pour les aînés Métis à travers le Manitoba. Les communautés visées et le format restent à préciser.

Le ministre Goodon ajoute toutefois que la FMM « recherche des partenariats avec des compagnies de construction qui utilisent une technologie verte. On veut soutenir les économies d'énergie. De plus, on prévoit intégrer aux logements pour aînés des serres afin que les résidents puissent faire pousser et consommer leurs propres légumes ».

Consultante en logement à la FMM, Glorian Chartrand rappelle l'importance d'avoir un logement pour toute personne. « Une maison, ce n'est pas juste une bâtisse. C'est un foyer, un lieu qui abrite, protège et entretient nos familles. Ça soutient le développement personnel et professionnel de chacun. Ça offre un sens de sécurité.

« Les effets d'un logement adéquat et abordable sont profonds. Les individus peuvent allouer plus d'énergie et de ressources à leur santé, leur bien-être, leur emploi, leurs relations interpersonnelles, leur éducation, leur nutrition, etc., ce qui transforme leur qualité de vie. Ceci renforce ensuite les familles, la communauté, et ultimement la Nation entière. Ce n'est pas un luxe, c'est une nécessité. »

Le logement a toujours été l'une des priorités du président Chartrand depuis qu'il a commencé à servir la Nation métisse en 1988, comme directeur de la région Winnipeg. Selon lui, c'est primordial pour avancer dans la vie. « Comment les opportunités peuvent-elles frapper à la porte si elles ne savent pas où vous vivez? », lance-t-il. David Chartrand est aujourd'hui le ministre responsable du Logement au Conseil national Métis.



LE MINISTRE/ MINISTER WILL GOODON

L'HONORABLE CAROLYN BENNETT, MINISTRE FÉDÉRALE DES RELATIONS COURONNE-AUTOCHTONES

THE HONORABLE CAROLYN BENNETT, FEDERAL MINISTER OF CROWN-INDIGENOUS RELATIONS

Plus que des tremplins pour les familles, la FMM veut par ailleurs faire des 100 nouveaux logements qui seront construits un tremplin économique pour les communautés. En effet, c'est du matériel local qui sera acheté et de la main-d'œuvre locale qui sera embauchée et formée pour leur construction ou pour la rénovation des bâtisses existantes, sans compter ensuite les besoins continus en entretien et réparations éventuelles.

HOUSING: MORE HOMES TO IMPROVE WELL-BEING

On July 19, 2018, the Federal Government allocated $500 million over ten years to Canada's Metis Nation to improve housing conditions for the Metis. This was a long-awaited announcement.

After years of advocacy and working with the Federal Government, the Métis National Council finally received funding to improve the housing conditions of the Metis people: half a billion dollars over ten years. The MMF will receive $12.5 million annually.

"Since 2017, the Federal Government has been setting money aside for Indigenous people living off-reserve," explained Will Goodon, Minister of Housing and Property Management. "But the Metis people were not included in this."

"So, we met with Prime Minister Trudeau and the relevant ministers and brought this shortfall to their attention. The response was very positive: the Prime Minister apologized, and starting with the 2018 budget, he allocated $500 million specifically for Metis Nation housing."

This was a particularly symbolic moment. "This was the first time that the Metis Nation was specifically been mentioned in the budget!" enthused Minister Goodon.

The terms of use for this money are still being finalized, but based on the consultations conducted across the province by MMF President David Chartrand, "our first priority will be housing for seniors," said Will Goodon. Each provincial Metis organization will be responsible for establishing its priorities, housing programs and funding criteria based on the needs of the local Metis Nation.

The MMF has committed to building 100 new housing units for Metis seniors across Manitoba. The communities to benefit and the size of the units have yet to be determined.

However, Minister Goodon added that the MMF "is seeking partnerships with construction companies that use green technology. We want to support energy efficiency. Additionally, we plan to integrate greenhouses into seniors housing so that the residents can grow and eat their own vegetables."

MMF housing consultant Glorian Chartrand highlighted how important it is for all individuals to have housing. "A house is not just a building. It's a home; a place that shelters, protects and supports our families. It fosters the personal and professional development of each individual. It provides a sense of safety."

"Adequate and affordable housing has a profound impact. Individuals are able to spend more resources and energy on their health, well-being, employment, interpersonal relationships, education, nutrition, etc., which completely transforms their quality of life. This, in turn, strengthens families, the community and, ultimately, the entire Nation. It's not a luxury, it's a necessity."

Housing has been one of President Chartrand's priorities since he began serving the Metis Nation in 1988, as the Winnipeg Regional Director. He feels it is essential in order to move forward in life. "How can opportunities present themselves if people don't know where you live?" he asked. David Chartrand is currently the Minister of Housing for the Métis National Council.

In addition to a springboard for families, the MMF wants the 100 new housing units that will be built to serve as an economic springboard for communities. In fact, local materials will be purchased and local workers will be hired and trained for the construction or renovation of existing buildings, not to mention the ongoing maintenance and eventual repair needs that will follow.

LA PETITE ENFANCE, UN ÂGE CLÉ POUR L'IDENTITÉ

La FMM recevra 450 millions $ sur dix ans pour développer des programmes de petite enfance conçus spécifiquement pour les Métis.

Le gouvernement fédéral a développé, en partenariat avec les représentants des trois peuples autochtones, un cadre de travail pour offrir dès la petite enfance des opportunités d'apprentissage de haute qualité adaptées aux spécificités culturelles et de langue de chaque peuple.

Par le biais de ce cadre, qui a été signé en juin 2017, le Conseil national Métis (CNM) va recevoir une somme totale de quelque 450 millions $ sur dix ans afin de développer des services d'éducation et de garde de la jeune enfance. Déjà ministre de la Santé de la FMM, Frances Chartrand a accepté d'y ajouter le portfolio d'Apprentissage et Garde des jeunes enfants.

« Nous voulons que nos enfants sachent qui ils sont, quelle est leur histoire, d'où ils viennent, confie la ministre Chartrand. Quand on peut les initier à notre langue, notre culture et nos traditions avant l'âge de cinq ans, on a plus de chances qu'ils se les approprient ensuite. C'est prouvé. »

Jusqu'à présent, Apprentissage et Garde des jeunes enfants Canada était un programme fédéral pan-autochtone qui ne desservait pas assez les Métis. « Ce sont les centres urbains qui recevaient l'argent, car on y retrouve beaucoup de Premières Nations, explique la ministre. Or les Métis sont plutôt dans les plus petites communautés. Avec ce nouveau cadre, chacun de ces 450 millions $ va répondre aux besoins spécifiques de la Nation métisse. Ça va changer la vie de nos familles! »

Pour s'assurer de répondre au mieux aux besoins des Métis, la FMM a administré un sondage auprès des jeunes, des familles et des Aînés métis dans chacune des sept régions de la FMM. Il en est entre autres ressorti l'importance mais aussi le manque de soutien à la culture et la langue métisses dans les communautés comme dans les écoles.

« Nous prévoyons notamment créer un programme de niveau prématernelle/maternelle pour préparer les enfants métis âgés de trois à cinq ans à l'école, avec des aînés et des parents métis qui viendront parler aux petits de nos traditions, dévoile Frances Chartrand. Ça se fait déjà pour les Premières Nations, et les résultats sont très clairs : les enfants ont de bonnes notes, ils ne redoublent pas et ils sont plus heureux à l'école. »



LA MINISTRE/MINISTER FRANCES CHARTRAND

Des effets positifs attendus non seulement chez les jeunes métis, mais aussi pour les familles et la société en général. « Tellement de mères ne peuvent pas retourner travailler car leurs enfants sont à la maison!, constate la ministre. Avec ce programme préscolaire, leurs enfants seront pris en charge et elles pourront se réinsérer dans l'économie. De plus, on va devoir construire des édifices pour accueillir le programme dans les communautés. Nous allons pour cela embaucher et former de la main-d'œuvre locale. »

Par ailleurs, Frances Chartrand se réjouit de l'opportunité qu'un tel programme de petite enfance représentera pour dépister et résoudre les éventuelles difficultés d'apprentissage des enfants métis. « On pourra tester leur vision, leur audition, leur diction, etc., et les orienter vers de l'aide au besoin. Et ce, avant qu'il ne soit trop tard! »

Le premier site qui accueillera le programme a été dévoilé lors de l'Assemblée générale annuelle de la FMM en septembre dernier : ce sera la communauté métisse de Duck Bay.

EARLY CHILDHOOD: A CRITICAL AGE FOR SHAPING IDENTITY

The MMF will receive $450 million over ten years to develop early years programs designed specifically for Metis children

The Federal Government, in collaboration with representatives from the three Indigenous nations, has developed a framework to offer high-quality early childhood learning opportunities that are adapted to the unique cultural and linguistic aspects of each nation.

Through this framework, which was signed in June 2017, the National Metis Council (NMC) will receive a total sum of $450 million over ten years to develop early learning and child care services. Frances Chartrand, already serving as the MMF Health Minister, agreed to also take on the Early Learning and Child Care portfolio.

"We want our children to know who they are, their history, where they come from," explained Minister Chartrand. "When they are introduced to our language, culture and traditions before the age of five, they stand a better chance of adopting them for themselves. It's a proven fact."

Until now, Early Learning and Child Care Canada was a federal pan-Indigenous program that did not sufficiently provide services to the Metis. "Urban centres received the money, since that is where many First Nations people are," explained the Minister. "But the majority of Metis people live in smaller communities. With this new framework, every cent of this $450 million will be used to meet the specific needs of the Metis Nation. This is going to change the lives of our families!"

To ensure it best meets the needs of Metis people, the MMF conducted a survey among Metis children, families and elders in each of the MMF's seven regions. Among other things, it showed the importance and the lack of support available for Metis culture and language in communities, such as within schools.

"We plan to create a preschool/kindergarten-level program to prepare three-to five-year-old Metis children for school, with Metis elders and parents coming to speak to the children about our traditions," shared Frances Chartrand. "First Nations people are already doing this and the results are quite clear: children are getting good marks, they are not having to repeat grades and they are happier at school."

Positive results are expected not only for Metis children, but also for families and for society in general. "So many mothers are unable to return to work because their children are at home," said the Minister. "With this preschool program, their children will be cared for and they will be able to reintegrate into the economy. Moreover, we will need to construct buildings to accommodate the program in the communities. We are going to hire and train the local workforce for this work."

Frances Chartrand is also excited about the fact that this type of early learning program will be an opportunity to identify and address potential learning difficulties among Metis children. "We will be able to test their vision, their hearing, their speech, etc., and refer them to helpful resources, as needed—before it's too late!"

The first site to host the program was revealed during the MMF's Annual General Meeting in September, namely the Metis community of Duck Bay.

Joyeux Noël et bonne année!

Merry Christmas and a happy New Year!

Marii Kirismas, a Jwayeu Nowel, pi Bonn-Aanii!